

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2308 - VENDREDI 15 MAI 2015

Massacres de Beni

# Les rebelles ADF continuent de narguer le gouvernement

Vingt-quatre heures seulement après le séjour du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur à Beni où il était en mission d'évaluation de la situation sécuritaire dans la région, la ville a repris son cycle infernal de violence. Les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) ont de nouveau frappé dans la nuit du mardi à mercredi en tuant à l'arme blanche une vingtaine de personnes au niveau du secteur de Beni-Mbau (Nord-Kivu). Ces nouvelles victimes s'ajoutent aux trois-cents personnes tuées depuis octobre par ce groupe armé. Sur place, la contestation populaire contre les autorités militaires et policières affectées dans la région ne cesse de monter avec, à la clé, l'appel pressant pour un changement du commandement de l'opération « Sukola 1 » initiée contre les ADF en raison de son inefficacité.

Page 13



Beni n'arrête de compter ses morts

DIALOGUE SOCIALE  
ET POLITIQUE

## L'Asadho insiste sur le respect de la Constitution et de l'alternance

Les différentes parties prenantes au dialogue dont les consultations sont en cours sont appelées à adopter des attitudes facilitant la tenue des pourparlers. En outre, ce forum « ne doit pas constituer un motif ni pour porter une modification à la Constitution de la République ni pour prolonger le mandat du président Joseph Kabila ». Ces préoccupations contenues dans un récent communiqué de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) expriment tout l'attachement de cette ONG aux valeurs républicaines en vue d'une alternance politique réussie en 2016.

L'association sollicite, par ailleurs, de la mission onusienne en RDC et de la communauté internationale, un appui technique, financier et matériel à ce forum pour autant qu'il se conforme aux exigences de l'Accord global d'Addis-Abeba et de la Constitution du pays.

Page 12



Dr Félix Kabange Numbi

SANTÉ

## Dr Félix Kabange plaide pour l'accroissement du budget alloué à son secteur

Lors de sa réponse à la question orale avec débat, relative à la lutte contre les médicaments contrefaits et les charlatans qui inondent le secteur, que le député Clément Kanku lui a adressée, le ministre de la santé en a profité pour suggérer à l'autorité budgétaire d'accroître le budget alloué au domaine de la santé. Ceci, a-t-il déclaré, lui permettra de disposer des moyens requis pour mener à bien la politique gouvernementale dans ce secteur-clé de la vie nationale.

Tout en fustigeant le manque d'une réglementation susceptible de permettre au gouvernement de mettre de l'ordre dans le secteur pharmaceutique, Dr Félix Kabange a promis de pallier rapidement ce déficit en initiant rapidement un projet de loi. Quant à la médecine traditionnelle, il a promis de fermer les structures non en règle qui posent leur diagnostic à partir de la salive ou du doigt.

Page 13

JOUCOTEJ

## Les Intrigants ont gagné leur pari

Il ne fait aucun doute que la 29e édition du festival théâtral clôturée le 12 mai à la Halle de la Gombe a été un succès au vu du nombre des écoles participantes, de l'affluence du public, de l'implication du ministère de

la Culture et des Arts ainsi que des partenaires qui l'ont accompagné. L'échange qu'a permis la rencontre, vécue telle une belle expérience, a conforté l'organisation dans sa perspective à l'étendre plus loin.

En outre, le président des 29<sup>es</sup> Journées congolaises de théâtre par et pour l'enfance et la jeunesse (Joucotej), Valentin Mitendo, a annoncé la tenue de la « 30<sup>e</sup> édition internationale ».

Toujours prévue dans la première

quinzaine du mois de mai alors que se profile la fin de l'année scolaire, la fête de 2016 sera plus grandiose. Quatre troupes suisses ont demandé à venir et se sont déjà inscrites, a-t-il fait savoir.

Page 12

## ÉDITORIAL

## Suite

Pour faire bonne mesure, ajoutons à ce qui était écrit hier, ici même, que la communauté internationale, ayant vu comment, au lendemain d'une guerre civile impitoyable, Denis Sassou N'Guesso a su réconcilier les frères ennemis, lui fait confiance pour ce qui concerne la bonne gestion de la nécessaire réforme de nos institutions. Peu de pays de par le vaste monde ont réussi, en effet, à faire taire les armes sur son sol comme y parvint, non sans mal, l'actuel président du Congo et rassembler autour de lui, pour gouverner la nation, celles et ceux qui avaient juré un moment sa perte.

Au-delà de notre pays ce qui est en jeu dans le moment présent n'est pas autre chose que la stabilité de l'Afrique centrale dans son ensemble, autrement dit du Bassin du Congo tout entier. Car si des tensions intérieures venaient par malheur mettre en péril, chez nous, la paix civile retrouvée, la situation de toute cette partie de l'Afrique deviendrait vite ingérable. Des tensions religieuses en Centrafrique à l'interminable guerre civile qui dévaste depuis des lustres les deux Kivu en République démocratique du Congo, en passant par les exactions commises par la secte Boko Haram dans le nord du Nigéria et sur les rives du lac Tchad, la liste est longue, terrible, insupportable même, des maux qui accablent les pays de la région.

Pour dire les choses carrément le Congo, notre Congo, est un havre de paix dont il importe de préserver la stabilité présente. Vue de Washington, de Moscou, de Pékin, de Bruxelles, de Paris même en dépit des informations fausses qui remontent continuellement vers l'Élysée, Brazzaville est une partenaire sûr, la capitale d'un pays démocratique qui s'est montrée capable de ramener la paix civile sans l'aide de personne ; elle est aussi ce lieu privilégié où se pense et s'élabore le processus d'intégration régionale qui fera de cette région l'une des plus dynamiques du continent dans les années à venir.

Dans un pareil contexte, on peut tenir pour certain que Denis Sassou N'Guesso sera soutenu publiquement, le moment venu, par les grandes puissances et par les plus hautes instances de la gouvernance mondiale. Nombreux, alors, sont ceux qui devront battre leur coulpe pour n'avoir pas su anticiper une évolution qui était évidente dès lors que l'on acceptait de regarder la vérité en face.

Les Dépêches de Brazzaville

## MÉDIAS

## Les acteurs politiques de l'opposition dénoncent la pratique professionnelle des journalistes

**Au cours de la rencontre citoyenne organisée par le Conseil supérieur de la liberté de communication (Cslc), le 13 mai, à Brazzaville avec les responsables des partis et associations politiques toutes obédiences confondues, les dirigeants des partis et associations de l'opposition ont fait remarquer au président du Cslc, Philippe Mvouo, que les médias publics sont acquis par le parti au pouvoir et ses alliés.**

Cette façon de les marginaliser, ont-ils souligné, est, entre autres l'une des raisons de la virulence que contiennent leurs discours parce qu'ils se sentent frustrés. Le président du Cslc a affirmé avoir reçu leurs doléances et a promis les transmettre au gouvernement. En outre, Philippe Mvouo leur a fait savoir qu'ils ne se sont jamais plaints auprès de son institution au sujet du traitement de leurs informations par les médias publics. « Dans nos tiroirs, nous n'avons aucune plainte d'un parti politique sur le traitement de ses informations par les médias publics. Si le Cslc n'avait pas organisé cette rencontre, nous ne devons pas être informés que vous êtes mécontents de la manière que sont traitées vos informations par les médias publics. Par contre, comme nous disposons d'un pouvoir d'auto saisine, nous organisons des interpellations des organes de presse et prononçons des sanctions conformément aux lois et règlements régissant les médias au Congo », a déclaré Philippe Mvouo.

En outre, le président du Cslc a rappelé aux acteurs politiques que la contradiction nourrit la démocratie. Or, a-t-il insisté, de nombreux acteurs politiques congolais craignent les émissions de contradiction, selon les témoignages de plusieurs journalistes. Par ailleurs, le président du Cslc a signifié à ses interlocuteurs qu'il a toujours rappelé aux médias qu'en période pré-électorale, ils doivent s'efforcer à appliquer l'équité pour ne pas créer des frustrations qui sont souvent sources de conflits dans plusieurs pays africains. À la question de savoir si le Cslc a le droit de convoquer les acteurs politiques pour recadrer leurs discours, Philippe Mvouo a répondu : « Le régulateur des médias en toute évidence a ce privilège constitutionnel qu'il tire de l'objet définitionnel de l'institution, à savoir qu'elle est une autorité administrative indépendante dont les diverses missions peuvent se résumer au contrôle de la communication à travers les médias et à la protection des institutions républicaines

contre leur déstabilisation possible ou avérée, à la protection du peuple contre les pollutions informationnelles, à la protection du métier de journaliste contre des pratiques non professionnelles et à la protection du journaliste lui-même contre les entraves à l'exercice libre de sa profession ». Certains acteurs politiques ont, à tort ou à raison, fait remarquer au président du Cslc que son institution ne punit que les journaux qui ne font pas allégeance au pouvoir. Une affirmation que Philippe Mvouo a catégoriquement rejetée. Car, a-t-il dit, les sanctions contre les organes de presse obéissent à une logique légale et non aux sentiments personnels du collège des membres du Cslc. Notons que cette rencontre citoyenne a eu lieu en présence du représentant du Commissaire général du comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo. Les échanges entre le président du Cslc et les acteurs politiques se sont déroulés dans un climat empreint de convivialité. On a noté fort malheureusement l'absence du Parti congolais du travail, de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale et du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement.

Roger Ngombé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Coordination : Rose-Marie Bouboutou  
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonzo

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## INFRASTRUCTURES HYDROÉLECTRIQUES

# Des difficultés à surmonter pour mener à bien le projet du barrage de Liouesso

**Après le lancement, la veille, des travaux de la municipalisation accélérée de la Sangha, le président Denis Sassou N'Guesso a visité, le 13 mai, le chantier du barrage hydroélectrique de Liouesso, en construction sur la rivière Lengoué, à 84 km de Ouesso.**

La réalisation de ce barrage est estimée à 40% à ce jour, alors que se dressent sur le parcours des difficultés qui pourraient influencer sur les délais de livraison de l'ouvrage. Au nombre de ces écueils présentés dans une fiche technique du ministère de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, maître d'ouvrage délégué du projet, figurent, entre autres, l'insuffisance de la main d'œuvre locale, les pluies abondantes dans la zone du chantier, le retard de paiement de certains échéanciers et la pénurie en carburant.

Il sied de rappeler que la première pierre des travaux du barrage avait été posée le 18 mai 2012 par le chef de l'État pour un délai contractuel d'exécution fixé à quatre ans et un coût global de près de 55 milliards FCFA. Ce chantier confié à la société chinoise China Gezhouba Group Company limited (CGCC) a officiellement démarré une année plus tard, le 15 mai

2013. Il mobilise 379 agents dont des Chinois et des Congolais. La centrale qui disposera de trois

groupes turbines-alternateur de 6,64 mégawatts chacun, soit 19,2 MW de puissance totale installée,

alimentera la ville de Ouesso et ses environs.

Dans le même temps, un autre

opérateur chinois, China Machinery & Engineering Corporation (CMEC), réalise sur 22 mois, depuis juin dernier, la construction des lignes de transport associées à la centrale hydroélectrique de Liouesso pour un coût de plus de 18 milliards FCFA. Ici, les travaux sont exécutés à 72%.

Comme sur le premier chantier, il est déploré l'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée dont une partie est absorbée par les travaux de la municipalisation à Ouesso, le manque de wagons pour le transport du matériel du projet en souffrance à Pointe-Noire, les pluies abondantes. Les deux projets ont dû conclure des avenants de l'ordre respectivement de 8 milliards FCFA et de 3,3 milliards FCFA au terme de « travaux supplémentaires » et en espèrent le déblocage dans les meilleurs délais.

De façon générale, estiment les parties impliquées dans la réalisation des deux projets, les difficultés énumérées sont de nature à en retarder la livraison envisagée pour la fin du mois de juillet 2015 pour ce qui est des lignes de transport de l'électricité, et pour la période de juillet-août 2016, pour ce qui concerne le barrage hydroélectrique de Liouesso.

**Gankama N'Siah**

## BARRAGE DE LIOUESSO

### Denis Sassou N'Guesso optimiste

**Au terme d'une visite effectuée mercredi sur le site du barrage de Liouesso en construction dans le département de la Sangha où il avait lancé, la veille, les travaux de la municipalisation accélérée, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso s'est dit heureux de l'avancement des travaux.**

*« J'ai tenu à venir tâter l'évolution du chantier après la cérémonie de la première pierre (en mai 2012). Je suis heureux de constater que les travaux avancent bien. Les constructeurs disent que dans un an il y aura le barrage construit ici », a-t-il déclaré.*

**LDB: Monsieur le président avec ce qui se fait ici (au barrage de Liouesso) on se rend finalement compte que c'est un rêve qui est en train de devenir réalité...**

**Denis Sassou N'Guesso:** C'est vous de la presse qui vous rendez compte maintenant que dans le pays des programmes se réalisent. Si vous étiez perspicace vous auriez expliqué au peuple qu'on a franchi le Mayombe. En y construisant une route sans tunnel. Je crois qu'on a taillé la montagne dans le Mayombe à des hauteurs bien plus importantes qu'ici où l'on a également taillé la montagne pour construire ce barrage.

Les travaux se réalisent et j'ai tenu à venir tâter l'évolution du chantier après la cérémonie de la première pierre (en mai 2012, ndlr). Je suis heureux de constater que les travaux avancent bien. Les constructeurs disent que dans un an il y aura le barrage construit ici.

Vous avez certainement vu que les lignes de transports (très haute tension) sont déjà en construction et seront même prêtes avant la fin des travaux du barrage. Donc, dans un an on transportera l'électricité à Ouesso, Pokola, Ngombé, Mokeko, Ngbala. Ce sera donc une réalité.

**LDB: Monsieur le président, le port, l'aéroport et la route se construisent dans la Sangha. Ce département est en train de tourner le dos au Cameroun dont il dépendait jusque-là pour regarder vers Brazzaville ?**

**DSN:** Non ! La Sangha ne tourne pas le dos au Cameroun. Au contraire nous sommes pour l'intégration économique sous-régionale. En même temps que nous construisons cette route Ouesso-Pointe-Noire (...), nous construisons aussi l'aéroport de Ouesso qui sera le quatrième aéroport international du pays. Il est long de 3.000 mètres. Donc, désormais il y aura quatre aéroports internationaux : Brazzaville, Pointe-Noire, Ollombo et Ouesso. Pointe-Noire-Brazzaville c'est 500 kilomètres; Brazzaville-Ollombo c'est pratiquement la même distance; Ollombo-Ouesso également.

Nous construisons aussi une route d'intégration sous-régionale Ouesso-Sembé-Souanké jusqu'à la frontière du Cameroun. La Sangha ne tournera pas le dos au Cameroun; mais s'ouvrira au reste du Congo. Pour l'intégration économique sous-régionale avec le président Paul Biya et moi-même, nous nous sommes entendus pour construire une route d'intégration qui part du côté du Cameroun, précisément de Sangmélina vers la frontière congolaise, puis du côté congolais de Ouesso vers la frontière camerounaise. Jusqu'à Sembé nous avons déjà réalisé entre 140 et 147 kilomètres. On peut aller à Sembé sur une route bitumée. Mais, pour l'intégration économique sous-régionale, tout comme nous avons construit la route Obouya-Boundji-Okoyo frontière du Gabon avec le président Omar Bongo (...). Il a emmené la route jusqu'à Franceville et nous sommes allés à la rencontre de cette route après Lekety. Nous l'avons déjà inaugurée. Le Congo ne tourne le dos à aucun pays de la sous-région. Nous sommes les fervents partisans de l'intégration économique sous-régionale.

## SANTÉ PUBLIQUE

# Le CHU de Brazzaville veut jouer pleinement son rôle

**La structure s'est dotée le 13 mai d'un budget de 24 642 724 017 FCFA pour réaliser son programme d'activités de l'année en cours. Celui-ci s'articule autour de ses missions régaliennes qui sont : les prestations de soins de qualité ; la formation médicale et paramédicale ; la recherche biométrique ainsi que le respect des pratiques de bonne gouvernance.**

Le Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville vient de tenir la 21e session ordinaire de son comité de direction. Au cours de ces travaux, les participants ont examiné et adopté avec amendement les différents documents soumis à leur approbation. Parmi les textes approuvés, il y a le budget qui est passé de 31, 9 milliards FCFA en 2014 à 24, 6 milliards FCFA cette année, soit une baisse de 7, 3 milliards FCFA, représentant 22,87% par rapport aux prévisions économiques de l'an dernier.

En effet, la direction générale s'est fixée, entre autres objectifs, la dotation du CHU en outils de gestion ; la modernisation de la gestion des malades et des services et le renforcement du plateau technique par des équipements performants. Il est également prévu le renforcement des compétences du personnel ; la réalisation des travaux de recherche ainsi que

la mise en place d'un répertoire des travaux scientifiques, mémoires et thèses réalisés au CHU. S'agissant des recettes, la direction générale entend orienter son action sur, entre autres, l'optimisation des recettes en hospitalisation par l'amélioration des conditions de séjour des patients ; le renforcement des contacts avec les maires d'arrondissements afin de faciliter l'obtention des certificats d'indigence pour garantir une meilleure prise en charge financière des indigents.

Concernant les dépenses, la poursuite de la réhabilitation des infrastructures et l'équipement des services demeurent au centre des priorités de l'établissement dans le cadre des investissements. Il s'agit notamment des services des urgences, de la rhumatologie, des maladies infectieuses, la Tour chirurgicale, les dépôts et locaux pharmaceutiques, le bloc d'accouchement, le bâtiment



Les administrateurs du CHU ; crédit photo Adiac

des syndicats, la restauration, ainsi que le bâtiment administratif et la direction générale. Dans le volet fonctionnement, l'accent sera mis sur l'approvisionnement régulier en fournitures diverses et en produits pharmaceutiques ; la mise en œuvre d'un plan de maintenance des équipements biomédicaux afin de garantir leur fonctionnement régulier ; la poursuite de la formation continue du personnel. Toutes ces décisions sont prises en dépit du contexte national qui inspire la prudence. Les administrateurs ont enfin été informés sur l'exécution des délibérations prises lors du précédent comité de direction, le point sur les

marchés publics passés par le CHU en 2014, ainsi que sur les travaux réalisés et en cours de réalisation.

### « Le CHU est le pivot de notre système sanitaire »

Président les travaux, le président du comité de direction du CHU, Jean Philippe Gakosso, directeur du cabinet du ministre de la Santé et de la population, a appelé la direction générale, les administrateurs ainsi que les techniciens de santé à prendre en considération les mesures prises au cours de cette session et à les exécuter, en vue d'un fonctionnement efficace et efficient. Selon lui, l'hôpital public demeure une structure

sur laquelle, les populations concentrent leur attention et leurs attentes concernant les exigences liées à la qualité et à la sécurité sanitaire. Car, dans la réalisation de ses missions de service public, il a pour vocation de donner satisfaction de manière continue et permanente en ce qui concerne l'offre de soins de santé.

« Le CHU joue un rôle particulier dans notre pays, non seulement par rapport à la place qu'il occupe dans la pyramide des formations sanitaires, mais aussi en ce qu'il est le pivot de notre système sanitaire », a rappelé le directeur du cabinet du ministre de la Santé, exhortant les différents directeurs généraux des établissements publics et administratifs placés sous tutelle de tenir leurs comités de direction. L'objectif est de recueillir les délibérations dont l'exécution permettrait d'obtenir les résultats escomptés. Il s'agit pour Jean Philippe Gakosso, d'une exigence non seulement d'une bonne administration mais aussi d'une bonne pratique hospitalière et médicale.

**Parfait Wilfried Douniama**

## NIARI

# Rappel à l'ordre pour une prise de conscience

**Le directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation du Niari, M. Martin Ngoma a rappelé à l'ordre, le 5 mai dernier à Dolisie, le corps enseignant, pour une prise de conscience accrue sur le rôle de l'éducateur dans l'enseignement, afin d'améliorer le système éducatif.**

M. Ngoma a fait ce rappel à l'occasion du symposium présenté sous le thème « Bon maître, bon élève », pour renforcer l'éthique du corps enseignant et améliorer les performances scolaires.

Le directeur départemental a, à cette occasion, déclaré que l'action éducative demeure la

pierre angulaire du développement, expliquant que ce symposium est aussi un renforcement des capacités des enseignants en vue d'une amélioration de la qualité de l'éducation en cohérence avec l'efficacité de l'enseignant.

Il a, à ce effet, reconnu les efforts fournis par l'Etat congolais et les partenaires au développement, notamment la banque mondiale et le Projet d'Appui à l'Education de Base (PRAE-BASE) qui ont favorisé une amélioration de la couverture scolaire.

M. Ngoma a indiqué que la formation et le perfectionnement ne sont jamais un acquis, l'enseignant doit permanence se remettre en question afin de mieux former l'élève, en lui of-

frant non seulement une bonne éducation mais aussi l'aider à s'adapter aux exigences de la vie, reconnaissant la réussite de la tenue de ce symposium pré-lude à la 8<sup>e</sup> édition du Festival culturel scolaire (FECUS) 2015 et demandant à le pérenniser.

Les inspecteurs, chefs de circonscriptions scolaires des arrondissements 1 et 2 de Dolisie et de Louvakou respectivement Mme Clémentine Madieta, MM Germain Kiyengue et Athanase Claude Dinamona ont évoqué que les parents attendent du maître la réussite de leurs enfants. L'enseignant doit donc chercher à savoir et à comprendre ce que les élèves attendent de lui.

Ces inspecteurs ont expliqué qu'un bon maître doit être com-

préhensible, avoir des compétences reçues de l'école, des capacités humaines à comprendre les enfants et à les aider. Le maître doit avoir la fermeté dans ses décisions, la patience dans la pédagogie, la justice, le dévouement, la ponctualité. L'enseignant doit être exemplaire pour former un bon élève. « *L'élève vaut ce que vaut son maître* », ont-ils dit, malheureusement ce n'est souvent pas le cas à cause des pesanteurs dans la relation maître-élève, notamment l'Etat, les parents et l'élève lui-même.

À l'issue du symposium, les participants ont indiqué que la limite des connaissances des apprenants est due au manque des bibliothèques, des documents, du matériel pour les en-

seignants et à la démission des parents qui ne suivent pas le travail de leurs enfants.

Les participants ont souhaité que ceux qui sont impliqués dans la chaîne éducative se mettent en cause pour revoir leurs forces, leurs faiblesses, les opportunités et les menaces qui se présentent afin d'améliorer le système éducatif.

Ils ont en outre déploré la présence d'un nombre restreint d'enseignants, une population cible à ce symposium qui a regroupé pour la plupart les inspecteurs, les conseillers pédagogiques, les chefs d'établissements et les présidents des organisations des parents d'élèves du département du Niari.

Source : ACI

**Assurances et Réassurances du Congo**

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurance Incendie  
Assurance Transport  
Assurance Multirisques Habitation  
Assurance Glaces Voiture  
Assurance Responsabilité Civile

Assurance Vol  
Assurance Combustion  
Assurance Médicale  
Assurance Voyage  
Assurance Entreprise

Agence K17 - Avenue de la Capitale - Tél : +242 33 84 12 86 / 11 04 14 34  
Agence P18 - 128, Avenue Tshimanga - Tél : +242 33 281 40 43 / 94 12 86  
Email : ar@ar-congo.com - www.ar-congo.com

**VOUS ALLEZ ADORER NOS NOUVEAUX PRIX**

A partir de **18.500.000** FCFA HTVA

HILUX

## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Au-delà du débat sur la constitutionnalité de la décision de Pierre Nkurunziza de se présenter, il faudrait plutôt analyser la situation du pays, le bilan des politiques publiques. (...) la question constitutionnelle est en train de masquer la véritable réalité de la situation du pays. »

Christian Thibon, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau, membre de l'Institut Les Afriques dans le monde (LAM), RFI, 5 mai 2015

« On fait faire l'expérience jusqu'à l'écoeurement que la politique ne répond jamais aux besoins des gens, qu'elle sert toujours les mêmes, qu'elle est une machine à déceptions et à trahisons. »

Maria Costil infirmière, syndicaliste française, Humanité, 30 avril 2015

« L'émergence d'une conscience citoyenne dans les communes est désormais un fait social local. »

Mamadou SY Albert, Chargé de communication à l'Ucad (Université de Dakar), Le Soleil du 2-3 mai 2015

« La quête de la beauté n'entraîne nullement une plongée dans l'univers de la débauche. »

Abdou Semmar, éditorialiste à Algérie-Focus, Le Monde, 6 mars 2015

« Le courage consiste à dominer sa peur, non pas à ne pas avoir peur. »

François Mitterrand, ancien président français, cité par Jean Ping dans son ouvrage Éclipse sur l'Afrique, Fallait-il tuer Kadhafi ? Michélon éditeur 2014

## COMMUNIQUÉ

Le Directeur général du Fonds routier informe les usagers de la route, que dans le cadre des travaux d'élargissement de la RN2, le poste de péage de Kintélé sera délocalisé pour le village LIFOULA (district d'Igné) Pool-est.

Cordialement.  
La Direction générale du Fonds routier.

## CONCOURS D'ÉPELLATION DES MOTS

## Sept lauréats primés

L'association jeunesse positive que dirige Thegi Fortuné Mampassi a primé le 9 mai, sept lauréats du concours d'épellation des mots organisé au mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

Ces lauréats sont issus des différentes écoles publiques et privées de Brazzaville. Le test a porté sur l'orthographe des mots contenus dans une phrase proposée par le jury. Le concours avait pour objectif de jauger le niveau des élèves et pousser les jeunes à bien orthographier les mots.

Au total, cinquante élèves des classes comprises entre le CE1 et la 4<sup>e</sup> ont été inscrits mais seul vingt-cinq apprenants ont pris part à cette épreuve. Au terme de la compétition, sept gagnants ont été sélectionnés dont quatre élèves de l'école primaire et trois du collège.

Les élèves de l'école primaire ont reçu des boîtes de craies et des ardoises. Ils subiront en plus une formation en Anglais et en informatique pendant un mois, en

plus d'un abonnement d'une année pris pour eux à l'Institution française du Congo. Par contre les lauréats du collège bénéficieront juste, d'une formation en Anglais

et les réseaux sociaux. Il a exhorté les jeunes à s'inscrire à la première édition de la journée culturelle qui sera organisée en 2016. « Cette journée



Les candidats en attente du test de l'épellation des mots

et en informatique. Le président de l'association Jeunesse positive, Thegi Fortuné Mampassi a indiqué que l'idée d'organiser ce concours vient du constat fait par les membres de l'association sur le langage d'abréviation utilisé par les jeunes dans la rédaction des messages par téléphone

rassemblera tous les jeunes des arrondissements de Brazzaville. La couche juvénile a des talents qui sommeillent. Il revient à nous qui gérons des associations de les réveiller afin de déceler ces talents cachés à travers des rencontres culturelles », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oko

## ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA BAD

## Huit candidats se disputent le poste

Le mandat du président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka prend fin en septembre. Pour choisir celui qui prendra les destinées de l'organisation, une élection sera organisée cinq mois avant, notamment le 28 mai. Elle aura lieu au siège de l'institution à Abidjan en Côte d'Ivoire.

En effet, huit représentants de différents pays africains prétendent succéder au Rwandais Donald Kaberuka. Ces candidats sont repartis en deux zones : la zone des pays francophones qui comprend cinquante-quatre pays africains et celle des bailleurs de fonds. En ce qui concerne le secteur des pays ayant la langue française en partage et qui sont en compétition pour briguer ce poste on peut citer, le Tchad qui sera représenté par Bedoumra Kordje, le Malien Birima Boubacar Si-

dibé qui pourrait fédérer derrière lui les 15 Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le Tunisien Jalloul Ayed qui est pour le compte du Maghreb et Cristina Duarte qui représente le Cap-Vert.

## Les pays francophones souhaitent l'alternance dans ce vote

S'appuyant sur les textes qui réglementent l'institution, certains pays membres de l'organisation, exigent que ce vote respecte l'application et l'usage du principe d'alternance. Ainsi selon, eux un président francophone devrait prendre cette fois-ci, le pouvoir pour orienter les destinées de l'institution après le mandat de l'anglophone, Donald Kaberuka. D'après les sondages et les estima-

tions des pays membres de la BAD, ce vote sera rude, car certains candidats seront d'office écartés de la course, il s'agirait de l'éthiopien Ato Sufian Ahmed, du Zimbabwéen Zondo Thomas Sakala, du Sierra-Léonais Samura Kamara et du Nigérien Akinwumi Adesina qui serait soutenu par le président, Goodluck Jonathan.

Notons que la Banque africaine de développement fonctionne sous la direction du président qui est le représentant légal de la banque, du président du conseil d'administration et le chef du personnel. Élu par le conseil des gouverneurs pour un mandat de 5 ans, renouvelable une fois, il gère les affaires courantes de la banque, sous la direction du conseil d'administration.

Rock Ngassakys



Une expertise à votre portée

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIÈRE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Gestion comptable et financière des projets et programmes	5 jours	4 au 8 mai 2015
Analyse financière : pratique	3 jours	11 au 13 mai 2015
Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.	3 jours	18 au 20 mai 2015
Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	18 au 22 mai 2015
Manager une équipe : perfectionnement	3 jours	26 au 28 mai 2015

\*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



**PROMO NDAKO NA YO**

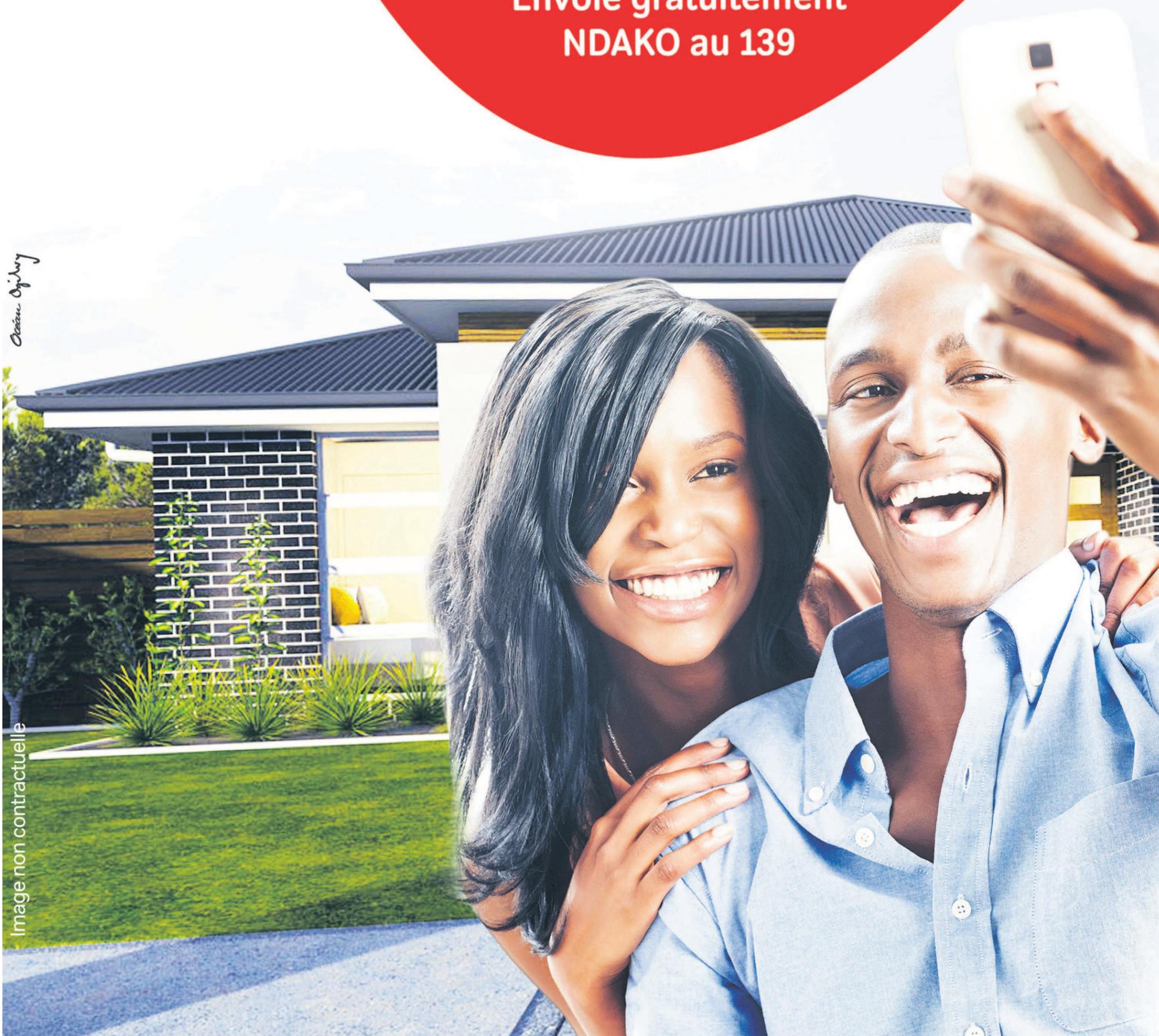
# Recharge et gagne !

Jusqu'au 20 juin 2015,  
cumule des points et gagne des parcelles,  
des millions de FCFA, des smartphones  
et **une superbe villa.**

Envoie gratuitement  
NDAKO au 139

*Ocean Spring*

Image non contractuelle



## COOPÉRATION

# Des officiers nigériens à la découverte de l'École de gendarmerie nationale de Bifouiti

Dans le cadre d'un séjour au Congo du 10 au 16 mai, une délégation du Collège de la défense nationale (NDC) (institution de formation militaire pour les forces armées nigériennes), conduite par le général de brigade Lym Hassan, a visité le 12 mai l'École de gendarmerie nationale (EGN)

Cette délégation de vingt personnes est composée, entre autres, des participants formant la deuxième équipe sur dix de la 21e promotion du Collège national de défense du Nigeria. Ces officiers ont été déployés au Congo et au Gabon pour une visite d'études sur l'industrie pétrolière et le développement (impact de la production pétrolière sur l'économie. Cette visite intègre la formation de l'école de guerre. Parmi les sites retenus au Congo, il y a l'EGN à cause de son histoire.

Dès leur arrivée en compagnie des représentants de l'ambassade du Nigeria au Congo et celui du ministère de la Défense nationale, ils ont été reçus par le commandant en second de l'EGN, le lieutenant-colonel Dominique Mpéké.

En effet, la délégation a suivi un exposé sur la gendarmerie



Photo de famille

nationale congolaise. Le chef d'état-major de l'EGN leur a notamment présenté brièvement l'aperçu de la gendarmerie nationale ; ses fondements et missions ; sa structure de rattachement ; son organisation ainsi que l'EGN et ses défis.

Fondée en 1961, la gendarmerie nationale a été dissoute en 1970 avant d'être restaurée en 1991. Elle est rattachée au ministère de la Défense nationale. Elle a presque les mêmes missions que la police, sauf qu'elle joue aussi le rôle de police militaire, surtout lorsque les militaires

sont impliqués dans une affaire, la gendarmerie a la mission de mener des enquêtes.

La délégation composée des officiers de l'armée de l'air et terre ainsi que des marins a également suivi attentivement l'histoire de l'EGN dont la création remonte à 1951 sous le nom du Centre d'instruction militaire de l'Afrique Equatoriale Française. Pour rappel, ce centre avait été implanté à 15 km de Dolisie avant d'être transféré à Brazzaville en juillet de la même année et est resté sous commandement français jusqu'en

1960. Elle est devenue école de la gendarmerie dès la cession du Congo à l'indépendance en 1960 avec deux missions essentielles : formation des personnels et rédaction des fascicules pour la formation.

Quant aux défis, Dominique Mpéké a cité la création d'une école supérieure de gendarmerie pour séparer la formation des officiers à celle des sous-officiers ; l'accroissement de la capacité d'accueil ainsi que le renforcement des capacités du centre et de la salle d'informatique. Les participants

à cette rencontre ont, par ailleurs, assisté à un exercice de maintien de l'ordre avec les engins blindés.

Après une séance de questions/réponses, le chef de la délégation nigérienne a rappelé que leur école reçoit également des officiers de l'armée de l'air, de l'armée de terre et de la marine nationale d'autres pays. Cette année, l'établissement a reçu huit participants étrangers. C'est ainsi que le général de brigade Lym Hassan a souhaité qu'il y ait au moins quatorze pays pour la session de septembre prochain. Rappelons que le Collège de la défense nationale (NDC) est l'institution de formation militaire la plus haute pour les forces armées nigériennes. C'est un centre d'excellence pour la formation des opérations de maintien de la paix au niveau stratégique en Afrique de l'Ouest. Il a été créé en 1992 en tant qu'institution militaire la plus élevée de la formation des officiers supérieurs au Nigeria. Ce n'est pas pour la première fois que les officiers nigériens visitent l'EGN.

**Parfait Wilfried Douniama**

## BURUNDI

## Plus rien ne va dans le pays

Depuis l'annonce, le mercredi 13 mai par le général Godefroid Niyombare, ancien chef des services de renseignements, de la destitution du président Pierre Nkurunziza, la situation reste confuse dans le pays. La présidence continue quant à elle a affirmé que ce coup de force a échoué.

Jeudi, les militaires putschistes ont assuré qu'ils contrôlaient Bujumbura, la capitale après de violents combats avec l'armée régulière. Pourtant les deux parties avaient entamé en vain mercredi des tractations pour tenter de trouver une solution à la crise.

Le chef d'état-major burundais, le général Prime Niyongabo, a affirmé dans la nuit de mercredi à jeudi que la tentative de coup d'Etat avait échoué. « La tentative de coup d'Etat sous la conduite du général major Godefroid Niyombare a été déjouée », a-t-il déclaré dans une allocution à la radio nationale, revendiquant le contrôle de la présidence de la République et le Palais présidentiel. « La Force de défense nationale appelle les mutins à se rendre », a-t-il ajouté sur les ondes de cette chaîne publique restée sous le contrôle des militaires restés fidèles à Pierre Nkurunziza.

Réagissant à cette déclaration, le porte-parole des putschistes, le commissaire de police Vénon Ndabaneze, l'a balayée en ces termes : « Le message du chef d'état-major Prime Niyongabo ne nous surprend pas parce qu'il s'est rallié aux forces du mal depuis long-

temps et au mensonge (...). La présidence et la radio nationale sont restées sous le contrôle des loyalistes parce que le camp putschiste avait voulu « éviter l'effusion de sang ».

Au regard de cette situation, il est impossible d'affirmer s'il y a eu effectivement un coup d'Etat ou non puisqu'une véritable bataille de l'information entre les deux parties se poursuit. Quant au chef de l'Etat burundais, des sources concordantes indiquent qu'il n'a toujours pas pu regagner son pays après avoir tenté d'y revenir. Pierre Nkurunziza a été contraint de retourner à Dar es-Salaam, en Tanzanie, après la fermeture de l'aéroport de Bujumbura. Il s'était rendu dans ce pays pour un sommet des chefs d'Etat consacré à la crise politique au Burundi.

La crise burundaise qui a débouché sur une tentative de coup d'Etat après des contestations populaires, préoccupe la communauté internationale. Que ce soit à l'ONU où dans plusieurs pays, beaucoup d'observateurs craignent que cette crise se transforme en guerre civile entre loyalistes et putschistes.

**Nestor N'Gampoula**

## CENTRAFRIQUE

## Michaëlle Jean salue la tenue réussie du Forum de Bangui

La secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, s'est réjouie du bon déroulement du forum de réconciliation nationale en République centrafricaine, qui s'est tenu du 4 au 11 à Bangui, la capitale.

Dans un communiqué, Michaëlle Jean a apprécié « l'esprit de dialogue et de dépassement qui ont prévalu tout au long de ce Forum, ainsi que la mobilisation de toutes les couches de la population, notamment des femmes, qui ont contribué de façon significative à sa réussite ». Elle s'est félicitée de l'adoption du Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine, ainsi que de la signature d'un accord sur les principes de Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDR-R) entre le gouvernement de transition et les groupes armés.

Afin de préserver la paix dans ce pays, la secrétaire générale de la Francophonie a invité les acteurs concernés « à tout mettre en œuvre pour l'application intégrale et rapide de ces textes consensuels dont dépend la reconstruction démocratique et socio-économique du pays. Elle appelle l'ensemble des parties à faire preuve de responsabilités et à tout faire pour éviter la violence et la confrontation ».

Loin de s'adresser seulement aux acteurs Centrafricains, Michaëlle Jean a aussi encouragé la communauté internationale « à soutenir pleinement la mise en œuvre des conclusions du Forum national de Bangui ». La secrétaire générale a réitéré l'engagement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à poursuivre, au-delà de son appui au Forum, l'accompagnement du processus de transition en cours.

Signalons que Louis Michel, envoyé spécial de la Francophonie pour la Centrafrique avait participé au Forum de Bangui.

**N.N'G.**

#MakeThingsBetter  
cg.total.com

# ENGAGÉ AUX CÔTÉS DES JEUNES TALENTS

Total attribue chaque année une bourse d'études à 10 000 étudiants



**TOTAL**  
COMMITTED TO BETTER ENERGY



## ECAir se distingue au Sommet Aviation Africa à Dubaï

La République du Congo, représentée par la compagnie aérienne nationale Equatorial Congo Airlines (ECAir), dirigée par Fatima Beyina-Moussa, également Présidente de l'Association des compagnies aériennes d'Afrique (AFRAA) a pris part à la première édition du Sommet africain de l'aviation, tenue du 10 au 11 mai à Dubaï. Equatorial Congo Airlines s'est distinguée au cours du panel sur la coopération entre les compagnies aériennes. En intervenant sur ce thème, ECAir a confirmé son ambition de devenir leader des compagnies aériennes en Afrique centrale.



ECAir organise la 47ème Assemblée générale de l'AFRAA du 8 au 10 novembre à Brazzaville. Il s'agit du principal événement continental concernant le secteur aérien.



Nicolas Négoce, responsable de la communication d'ECAir pose avec Chamsou Andjorin, directeur commercial Afrique et Moyen-Orient de Boeing et Dorel Bourangon, Personnel navigant commercial d'ECAir.



Zorah Wada et Dorel Bourangon, PNC ECAir, entourent Dzifa Attivor, Ministre des Transports du Ghana.



Plusieurs centaines d'experts de l'aviation ont pris part à l'événement.



ECAir qui dessert Dubaï 4 fois par semaine envisage d'inaugurer la desserte Brazzaville-Beyrouth dès le mois prochain.



Samuella Madzengue, responsable événementiel chez ECAir et Zorah Wada, PNC, avec un participant du Sommet.



Vinu Abraham, directeur des ventes Afrique et Moyen Orient chez ECAir, a pris part au panel sur le thème de la coopération entre les compagnies aériennes en Afrique.



ECAir qui dispose de 7 avions (1 Boeing 767, 2 Boeing 757, 4 Boeing 737), va étendre son réseau régional dans les prochaines semaines (Yaounde, Abidjan, Luanda, Bangui, N'Djamena).



Le stand d'ECAir lors du Sommet Aviation Africa à Dubaï a eu beaucoup de succès.

### A propos d'ECAir :

Compagnie aérienne nationale de la République du Congo créée en 2011, ECAir, Equatorial Congo Airlines, emploie plus de 500 collaborateurs. En 2014, la compagnie a transporté près de 400 000 passagers. ECAir opère jusqu'à 144 vols hebdomadaires depuis Brazzaville (République du Congo) vers Paris CDG, Dubaï, Cotonou, Douala, Libreville, Bamako, Dakar, Pointe-Noire, Ollombo. Equatorial Congo Airlines, qui dispose de 7 avions, a également mis en place une navette fluviale pour les passagers en provenance ou à destination de Kinshasa (République démocratique du Congo) et entre Paris CDG et Bruxelles. ECAir est la première compagnie congolaise à relier directement le continent au Moyen-Orient avec des vols hebdomadaires vers Dubaï et l'Europe avec des vols hebdomadaires vers Paris CDG. Pour en savoir plus : <http://www.flyecair.com> ou par téléphone au +(33) 01 78 77 78 77 ou au +(242) 06 509 05 09. Notre siège se situe en face de l'Aéroport de Maya-Maya, à Brazzaville, République du Congo.

Informations et réservations: [www.flyecair.com](http://www.flyecair.com) / Visuels: [www.flyecair.com/gallery](http://www.flyecair.com/gallery) / Facebook: [www.facebook.com/pages/ECAir-Equatorial-Congo-Airlines/](https://www.facebook.com/pages/ECAir-Equatorial-Congo-Airlines/) / Twitter: [www.twitter.com/ECongoAirlines/](https://www.twitter.com/ECongoAirlines/) / Instagram: [econgoairlines](https://www.instagram.com/econgoairlines/)

## THÉÂTRE

## « Je m'appelle Tana », une pièce écrite et mise en scène par Grâce Youlou Nkouelolo

Pour cette pièce, la comédienne congolaise adresse un message amical aux spectateurs : « Hello les amis ! C'est au théâtre du Gouvernail que ça se passe : jeudi 14 mai à 21h00 pour des frissons durant 50 minutes. A la sortie du spectacle, vous n'aurez qu'un seul mot : « bouleversant » ! car, « Space Imène », sur scène, nous embarque dans sa folie douce constituée d'un flot de mots sans peine ».

Une fois ce décor planté, se pose à nous une question : Est-ce l'amour, la peur, la naïveté ou la lâcheté qui l'enchaînent à cet homme ? Space Imène, artiste tunisienne, nous fait entrer dans le secret d'une liaison absurde. Les spectateurs découvrent une femme qui nous livre avec tendresse et douceur les méandres d'une vie amoureuse qu'elle n'a pas choisie.

Sur scène se déroule sous les



yeux des spectateurs l'histoire d'une femme mariée trop tôt. Elle se raccroche à des bribes de souvenirs et aux mots de sa mère, se les répétant inlassablement comme étant les seules réponses à ses désillusions qui laissent présager le pire : le poids obscur d'une alliance ratée.

« Elle s'appelle Tana. C'est tout

ce que l'on sait », précise Grâce Youlou Nkouelolo. Et de s'interroger, « d'où vient-elle ? Qui est-elle ? Cela reste une énigme universelle ». Une mise en scène puisée dans la nostalgie juvénile d'un monde d'illusions où l'on voit se dessiner et où l'on imagine aisément l'homme et son absence. Sur scène, deux voix, qui n'en symbolisent qu'une, s'expriment, s'imprègnent l'une de l'autre et partagent la même pénitence d'avoir trop aimé.

Leurs timbres s'entremêlent dans une ambiance intimiste et laissent disparaître un semblant d'espoir.

Rivales ou confidentes ? Elles ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes face à un miroir. Soumises ou naïves, l'histoire se devine au-delà du récit.

À voir absolument en soirée, entre le 14 et le 30 mai au Théâtre du Gouvernail à Paris.

Marie Alfred Ngoma

## AFRIQUE

## Le Trophée des maires africains « José Eduardo dos Santos » remporté par trois villes du continent

Les villes d'Accra au Ghana, de Kinondi en Tanzanie et de Praia au Cap-Vert ont remporté les 1ers Trophées des maires africains « José Eduardo dos Santos », à Luanda (Angola), ont annoncé les Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU), dans un communiqué.

Le trophée « José Eduardo dos Santos » récompense le leadership et la contribution des maires de grandes, moyennes et petites villes. Il « rend hommage aux succès et à l'excellence du développement urbain en Afrique », souligne le communiqué. Une prime de 350 000 dollars au total sera attribuée à ces différentes mairies pour des initiatives précises. Ainsi 50 000 dollars vont être octroyés à la ville de Praia, la gagnante de la catégorie « petite

ville », 100 000 dollars à la ville de Kinondoni, gagnante de la catégorie « ville moyenne », et 200 000 dollars à la ville d'Accra, gagnante de la catégorie « grande ville ».

La cérémonie de présentation s'est déroulée sous la supervision du ministre d'Etat, et en présence de 350 invités, notamment des représentants de gouvernement, des dirigeants municipaux, des maires, des investisseurs ainsi que des chefs d'entreprise. L'organisateur des Trophées, éditeur du magazine African Business, Omar Ben Yedder, a indiqué que les Trophées des maires africains récompensent les maires ou gouverneurs qui contribuent à transformer les métropoles africaines : « les villes lauréates sont dirigées par des personnes qui possèdent des qualités de leadership essentielles

et permettent de bâtir des villes efficaces », a-t-il déclaré.

Il a ajouté que : « Pour bâtir les villes efficaces de demain, nous allons avoir besoin d'autres leaders exemplaires, de bonne gouvernance et d'innovation, tout en veillant à préserver notre culture et notre mode de vie. Nos dirigeants doivent être près des gens. Nos gagnants de ce soir ont affiché ces qualités ».

Le secrétaire général de CGLU-A, Jean-Pierre Elog Mbassi a précisé l'objectif des trophées « José Eduardo dos Santos » : « mieux faire connaître les africains en faisant honneur à ceux qui ont apporté une contribution majeure à leur ville et élaboré une nouvelle vision de vie, du travail et des séjours dans les villes d'Afrique », a-t-il dit.

Noël Ndong

## DANSE

## Le Ballet national exécute la pièce « Ifia Blues »

L'exécution de cette pièce de Jean Blaise Bilombo Samba qui s'est faite au cours d'une soirée de chorégraphie, s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de la danse, dont la célébration en République du Congo a eu lieu au Centre de formation et de recherche en art dramatique (Cfrad).

Si l'Unesco, en instituant en 1982 la célébration de cette journée visant trois objectifs, à savoir réunir le monde de la danse ; rendre hommage à la danse et célébrer son universalité, la direction du Cfrad la célèbre en de deux objectifs. Le

premier est de faire connaître cette journée au monde des artistes, parce qu'elle fait partie des journées qui ne sont pas connues. Le second est de promouvoir les danses traditionnelles et contemporaines du Congo-Brazzaville.

En effet, à travers la danse, il y a des messages transmis. Mais chaque danse est porteuse d'une certaine identité, a précisé le directeur du Cfrad, Raymond Mbon. Quant au programme du Cfrad, Raymond Mbon, a annoncé que sa direction a un programme

très ambitieux pour le Ballet national. « Lorsque nous organisons ces genres d'activités, c'est une façon de rendre vivante cet art et de le promouvoir. Dans les jours à venir, nous organiserons des activités avec le groupe Dima des peuples autochtones de la Likouala qui seront à leur quatrième tournée européenne ». Le spectacle tiré de la pièce Ifia Blues et exécuté par le Ballet national, tourne autour du Kiébé-Kiébé.

Bruno Okokana

## IN MEMORIAM

18 mai 2015, 9<sup>e</sup> anniversaire du rappel à Dieu de l'Abbé François Dominique Wambat premier aumônier universitaire du Congo.

Grande messe d'action de Grâce en la Basilique Sainte-Anne du Congo le lundi 18 mai 2015 à 16h.



14 mai 2008 - 14 mai 2015.

Voici 07 ans déjà que notre maman, tante, belle-mère, grand-mère Jeanne Mayala nous a quittés pour un monde meilleur. Le voyage n'est pas fini et la mort n'est qu'un début. Car, jamais ne meurt celle à laquelle on continue de penser. En ce jour commémoratif, monsieur et madame Adoua Michel, les enfants Koumou Joseph, tous les petits fils et la famille prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Ce 14 mai 2015, correspond à l'ascension, jour où notre Seigneur était monté au ciel. Le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher. La lumière et la force de Dieu, ainsi que sa présence auprès d'elle sont notre réconfort et notre joie.

Maman, que la paix du seigneur soit toujours avec toi. Sur ce, les messes seront dites en l'église « Fatima » ce mercredi 13 mai et vendredi 15 mai 2015 pour le repos de son âme.

Maman, jamais nous ne t'oublierons.



15 mai 2012, 15 mai 2015 jour pour jour, voici aujourd'hui 3 ans que notre fille, nièce, cousine et tante Pulchérie Daurenne Pongault Yeko à été rappelée à Dieu à sa 23<sup>e</sup> année.

Eric Gilbert Pongault et familles, prient tous ceux qui l'ont connue, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

À cet effet, une messe pour le repos de son âme sera dite ce vendredi 15 mai à 6 h 15 en la basilique Sainte-Anne du Congo.

Pulchérie, ton bref passage sur terre a été gravé de souvenirs inoubliables. Repose en paix dans la gloire éternelle.



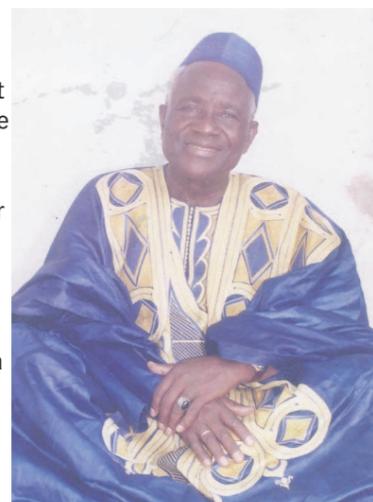
## REMERCIEMENTS

Les enfants Kikhoungha-Got et famille expriment leur profonde gratitude à Son Excellence Monsieur le président de la République, chef de l'État, pour son implication personnelle pendant les obsèques de leur regretté père, oncle, grand-père Simon Pierre Kikhoungha-Got, décédé le 8 avril 2015 à Paris en France.

Ces remerciements vont également, à l'ensemble des évêques du Congo, de la communauté musulmane, de l'association des anciens ministres, des dirigeants des partis politiques, des amis et connaissances, pour le soutien spirituel, moral, matériel et financier qu'ils leur ont apporté durant cette douloureuse épreuve.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 22 avril 2015 au cimetière familial de Makabana.

Que son âme repose en paix. Les parents de l'illustre disparu.



## DÉBAT

# Retour sur le rôle de la femme russe pendant la seconde Guerre mondiale

L'évènement qui a eu lieu le 13 mai au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, à Brazzaville, a mobilisé les ambassadeurs de la fédération de Russie, du Venezuela, de l'Union européenne, le directeur de cabinet du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement ainsi que le directeur du Centre culturel russe.

La seconde Guerre Mondiale fut une catastrophe démographique sans précédent pour l'URSS. Le diplomate russe a expliqué que le pays perdit en tout 27 millions de ses citoyens, militaires et civils. En février 1942, en plus des trois millions de prisonniers, l'armée rouge a perdu 2.663.000 soldats au combat.

Il a fallu donc recréer des divisions entières pour remplacer les pertes. Heureusement que depuis 1925, les jeunes femmes soviétiques suivent une formation, ou plutôt un « enregistrement militaire ». Toutes les femmes entre 18 et 40 ans sont concernées et constituent donc une réserve. 800.000 femmes vont alors servir au front pendant la guerre. La présence de femmes soldats au front dans l'armée rouge constitue un fait unique dans l'histoire.

Belinda Ayessa a rappelé les épreuves subies et les espérances entretenues par les résistants de tous les bords ; les forces conjuguées d'hommes



Photo de famille à l'issue de la cérémonie

et de femmes qui dirent non à la haine et à l'extermination de l'autre ; la volonté politique des alliés d'en finir avec les extrémismes et les idéologies de destruction. C'est d'ailleurs à la faveur de cet héritage condensé que l'ambassade de la Russie, en partenariat avec le ministère

de la Communication et le mémorial Pierre Savorgnan de Brazza ont organisé cette journée culturelle.

« Si nous célébrons le 70<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme, il n'est pas exagéré de dire qu'au-delà de tout, il s'agit de faire mémoire de

ce que l'homme peut atteindre lorsque les forces du bien sont réunies au service de l'humanisme. Aujourd'hui, comme hier, cette conviction guide

effet, pendant toute la période de la guerre, un agent de cette radio s'est distingué, Youri Levitan, animateur principal de radio Moscou. C'est à lui que le président Staline avait personnellement confié la lourde charge de dynamiser et de vulgariser auprès du peuple soviétique en général, et les troupes au front en particulier ; toute l'information sur la guerre. Cette tâche de dynamisation et de galvanisation des esprits partisans passait par la diffusion au quotidien, des bulletins et des communiqués que le président Staline rédigeait personnellement et le plus souvent.

## Et Youri Levitan savait bien le rendre

Cette radio à laquelle Auguste Kinzonzi-Kitoumou a rendu un ab imo pectore, c'est-à-dire un hommage mérité, n'a pas été atteinte par les affres de la guerre puisque les autorités de l'époque avaient pris soin de la délocaliser à plus de mille kilomètres de Moscou, dans l'extrême orient russe, où elle avait pu poursuivre, à l'abri de tout risque, son œuvre salutaire à l'endroit du peuple.

Bruno Okokana

## COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE

# Les représentants congolais entrent en jeu ce 15 mai

Abo-Sport, Étoile du Congo dans la version dames, Inter club et Diables noirs (hommes) entreront en compétition aujourd'hui à Libreville au Gabon. Projection.

Inter club sera la première formation congolaise à entrer en compétition, ce matin, face aux RD Congolais de JSK. Peu

imposées 28 à 18, soit dix buts d'écart. Une victoire qui les a mises en confiance en attendant leur entrée de plain-pied dans cette 31<sup>ème</sup> édition du championnat d'Afrique des clubs champions devant les camerounaises du FAP. Le même jour, en fin de matinée, Diables noirs sera aux prises

mesureront à l'Espérance de Tunis. Les dames de l'Étoile du Congo et celles de Saltigue du Sénégal seront au coude-à-coude. Le lendemain, Inter club tentera d'imposer sa force à Fanz du Cameroun qui ne se présentera en victime résignée. Abo-Sport, par la suite, sera face à Phoenix du Gabon. Le 17 mai, Etoile du Congo défiera Primeiro d'Angola, l'un des candidats sérieux au titre continental mis en jeu. Le deuxième match de la journée opposera Flowers du Bénin à Diables noirs. Le lendemain, les Stelliennes reviendront à la charge face à Africa Sports d'Abidjan. Par ailleurs, Scorpion de la RD Congo et Diables noirs vont en découdre le 19 mai. Les autres rencontres mettront aux prises Abo-Sports et Héritage de la RD Congo, Club africain et Inter club. La phase de poule prendra fin le 20 mai avec au programme : Progreso contre Abo-Sports, Diables noirs contre JSM bien avant que Stade Mandji ne reçoive Inter club.

Rominique Nerplat Makaya



Une phase de jeu Etoile du Congo contre Pédro d'Angola/credit photo Adiac

après, les dames de l'Étoile du Congo prendront le relais. Elles en découdront avec les camerounaises du FAP. Avant leur départ pour Libreville, les Stelliens se sont mesurées à Pédro d'Angola. Elles se sont

avec FAP du Cameroun, en version hommes cette fois-ci. La deuxième journée débutera le 16 mai. Inter club livrera l'un de ses plus grands matchs de poule face à Al Ahly d'Égypte. Après quoi les diabolins se

## TRANSFERTS

# Hugo Konongo signe pour trois ans à Créteil

Hugo Konongo a signé mardi soir un contrat de 3 ans avec l'US Créteil, pensionnaire de Ligue 2. Le latéral gauche de 23 ans signe ainsi le premier contrat professionnel de sa carrière



Hugo Konongo signe son contrat de 3 ans en compagnie de Luis da Souza, le directeur-général de l'US Créteil (droits réservés)

Comme il l'avait annoncé, la semaine dernière dans nos colonnes, Hugo Konongo a signé son premier contrat professionnel, mardi soir. Et comme il le laissait entendre dans cet interview, cité par le quotidien L'Equipe, ce n'est pas à Clermont, mais à Créteil qu'il évoluera la saison prochaine. Le natif de Toulouse, passé par le centre de formation de Bordeaux et ensuite par la réserve d'Evian-Thonon a donc décliné la proposition de Clermont qui lui proposait un contrat d'une durée équivalente. Arrivé sur la pointe des pieds, avec un contrat amateur, en Auvergne, Hugo Konongo a fait son trou avec 18 matchs de championnat, dont 16 comme titulaire. « Sportivement, le challenge proposé par Créteil était plus attractif », nous a confié le joueur au lendemain de sa signature. Si Clermont est actuellement mieux classé que Créteil, le club francilien dispose d'un potentiel économique plus important, ce qui lui permet d'attirer des joueurs de qualité comme Lesage, Piquionne ou Ilunga. Ciblé par Thierry Froger, qui en

avait fait une priorité, Hugo Konongo arrive pour donner un coup de jeune au poste de latéral gauche, qui sera démunis en juin prochain avec les fins de contrat du Congolais Hérita Ilunga et du Portugais Augusto. Aurélien Montaroup, le troisième gaucher du club, également capable de jouer au milieu, a 29 ans et sera en fin de contrat en juin 2016.

Hugo Kongongo représente donc l'avenir du poste à l'US Créteil, qui entend être ambitieux durant le mercato d'été pour tenter de s'imposer dans la première partie de tableau. Rappelons que Créteil est remonté en Ligue 2 en 2013 et, depuis, jouait ouvertement le maintien. L'ambition est désormais revue à la hausse : tant mieux pour Hugo Konongo qui espère aussi gagner sa place en sélection nationale.

C.D.

## PRÉSIDENTIELLE 2016

## Freddy Matungulu sur le point d'annoncer officiellement sa candidature

**En réalité, cet ancien ministre de Finance et Budget, qui a pris une retraite anticipée au FMI, ne cache plus ses ambitions pour la prochaine présidentielle en RDC.**

Après avoir pris congé du Fonds monétaire international (FMI) pour se consacrer au débat et à la compétition politique dans son pays en prévision des échéances électorales à venir, le Pr Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir s'était de nouveau feutré dans un mur de silence, laissant libre cours à toute spéculation. Beaucoup ont vu dans cette attitude une forme de renoncement à une visée qui, pourtant, tendait à se cristalliser dans les consciences. Rien de tout cela. Car le concerné tient à son ambition de postuler au plus haut niveau des scrutins, à savoir la présidence de la République. Si non, à quoi aurait servi toute la campagne médiatique orchestrée autour de sa démission du FMI avec, à la clé, toutes ces critiques acerbes envers le régime ayant assisonné ses différentes tribunes parues dans la presse internationale ? Dans les milieux proches de cet ancien ministre des Finances et Budget (2001 et 2003), tout comme dans le cercle de ses nombreux sympathisants, l'on se prépare à la grande annonce qu'il s'apprête à faire dans les prochains jours.

Comme signifié dans un récent communiqué publié depuis Washington le 11 mai dernier, le Pr Matungulu est sur le point de faire, cette semaine, une « déclaration forte » - pour utiliser ses propres mots - en rapport avec son avenir politique. « Restez donc à l'écoute. Vous serez bientôt fixés », peut-on lire dans ce communiqué laconique qui marque la fin des jours d'intense médi-



tation qu'il s'était imposés. Freddy Matungulu, selon certaines convictions, est en passe d'annoncer solennellement sa candidature à la présidentielle de 2016. Dans une interview accordée au mois de janvier à Radio Okapi, il avait affirmé que les Congolais, qui voulaient le voir briguer la magistrature suprême en 2006 et 2011, risquent d'être déçus et lui en vouloir s'il ne se présente pas en 2016.

Une telle annonce n'étonnerait outre mesure lorsqu'on sait que l'intéressé a bien l'étoffe d'un présidentiable, eu égard à son expérience internationale tissée dans les méandres des institutions de Bretton woods mais également à son carnet d'adresse garni, à sa moralité à toute épreuve et, surtout, à l'opinion favorable dont il jouit au pays après son passage au gouvernement. Candidat de taille, Freddy Matungulu l'est. Tout l'enjeu de sa candidature reste néanmoins circonscrit autour de sa capacité à fédérer autour de sa personne, une frange importante de l'opposition, à défaut d'opter pour une démarche solitaire plutôt suicidaire. Wait and see.

Alain Diasso

## ENTRETIEN

## Sri Mulyani appelle à la consolidation des acquis économiques

**Livrant ses impressions aux Dépêches de Brazzaville pour sa première visite de travail en République démocratique du Congo (RDC), la directrice générale de la Banque mondiale (BM) a commencé par saluer les réalisations du gouvernement. Toutefois, elle a estimé que le pays doit faire face à des défis importants dans les secteurs du social et de l'économie.**

Pour Sri Mulyani Indrawati, la RDC doit continuer à fournir les efforts nécessaires pour stabiliser le cadre macroéconomique. Au-delà, il est important que le pays arrive également à maintenir les acquis et réalisations. Abordant le volet des performances de l'économie, Sri Mulyani Indrawati a insisté sur l'importance des ressources naturelles dans le développement économique du pays et de l'ensemble de la région. Comme elle le soutient, il y a un besoin urgent de réformes pour lutter plus vigoureusement contre la corruption. Sri Mulyani Indrawati plaide pour des réformes qui permettent effectivement au pays d'atteindre des objectifs économiques pour une croissance plus soutenue. Analysant cette croissance, elle fait remarquer que celle-ci est essentiellement tirée par le secteur minier. Aussi la

diversification de l'économie aura-t-elle pour effet de briser la dépendance vis-à-vis des activités minières. Il sera ainsi possible de développer d'autres secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture. Sri Mulyani Indrawati pense que la diversification économique aidera à mieux faire participer le secteur privé.

Outre la corruption, le pays doit engager une lutte contre toutes les formes d'abus qui empêchent une croissance soutenue. D'autres défis se dessinent également pour la RDC. En effet, le potentiel disponible offre bien des opportunités d'investissements capables d'aider au décollage de l'économie congolaise.

En prenant le cas des parcs agro-industriels, Sri Mulyani Indrawati estime que ce projet permet justement de mettre en valeur l'immense potentiel agricole. Pour elle, l'agriculture est un secteur comportant beaucoup de possibilités. La majorité de la population congolaise dépend du secteur agricole. Sri Mulyani Indrawati propose un autre secteur stratégique à développer : les infrastructures. Les infrastructures permettent de relier les provinces congolaises. Au-delà, la RDC peut espérer tirer

le plus grand profit d'une meilleure liaison avec d'autres pays de la région. Enfin, elle cite également le secteur de l'énergie. Selon elle, il est indispensable de renforcer ce secteur car l'énergie sert de moteur au développement de l'économie. En définitive, les défis futurs intègrent certaines priorités dont les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et la diversification de l'économie. Pour la directrice générale, ces défis sont capables d'apporter au pays une croissance durable. Pour autant, elle n'oublie pas de citer la réforme des entreprises du secteur public. Il faut éviter de faire de ces entreprises publiques un fardeau pour l'État. Sri Mulyani Indrawati recommande une réforme appropriée du secteur public pour permettre à ces entreprises de fournir des services utiles tant pour le secteur public que privé. Elle appelle à des bonnes politiques dans ces différents secteurs tout en insistant sur l'importance de doter le pays d'une administration publique avec une capacité renforcée. Mais le plus grand enjeu pour l'économie congolaise est d'arriver à élargir les activités économiques en y accordant une bonne place à l'agriculture.

Laurent Essolomwa

## JOUCOTEJ

## Les Intrigants ont gagné leur pari

**Pour Valentin Mitendo, il ne fait aucun doute que la 29e édition du festival théâtral clôturée le 12 mai à la Halle de la Gombe a été un succès au vu du nombre des écoles participantes, de l'affluence du public, de l'implication du ministère de la Culture et des Arts ainsi que des partenaires qui l'ont accompagné.**

Cette année, le festival dédié au théâtre était une réussite à tous les niveaux, affirmait déjà le président des 29es Journées congolaises de théâtre par et pour l'enfance et la jeunesse (Joucotej) alors que s'égrenaient ses dernières minutes. Le nombre des écoles, qui y ont pris part, l'on a dénombré quarante-huit troupes d'écoles et des centres d'encadrement d'enfants en situation difficile, était loin d'être négligeable. Et s'il faut compter le public, il s'est chiffré à plus de 5 500, il ya lieu de s'imaginer l'importante activité qui a régné du 6 au 12 mai comme l'a dit Valentin Mitendo. Tout un monde réuni autour des enfants a fait battre le cœur des Joucotej qui, du reste, a vivement salué « l'implication du ministère de la Culture et des Arts » et l'indéfectible accompagnement de ses partenaires. Au nombre de ces derniers figuraient Wallonie-Bruxelles International, la Fédération genevoise de coopération, l'Association de soutien au Théâtre des Intrigants, le secrétariat général de la Culture et des Arts, le gouvernorat du Katanga et l'Hôtel de ville de Kinshasa.

C'est par une journée pluvieuse que se sont achevées les 29es Joucotej. Quoiqu'il en soit, les mauvaises conditions atmosphériques n'ont rien enlevé à la portée de la scène finale de l'évènement. Bien au contraire, Valentin Mitendo

do a trouvé un motif de joie dans le fait qu'en dépit de toutes les difficultés de transport rencontrées, « les enfants venus de Kimbanseke, Kingasani ya suka ont tenu à être là ». Il a affiché un réel satisfecit et avoué tout son plaisir à les voir se déplacer de ces quartiers périphériques de la capitale vers la Gombe bien décidés à présenter leurs spectacles.

Le festival avait mobilisé trois sites entre Gombe et N'Djili, à savoir la salle du Centre culturel Le Zoo, la Grande Halle de l'Institut français et la salle Katanga Mupey du Centre d'initiation artistique pour la jeunesse, Ciaj, siège de la Compagnie Théâtre des Intrigants. Des troupes professionnelles et d'adultes dont six de Kinshasa et quatre autres issues de trois provinces, à savoir Seringu'Arts et La Griffé Théâtre de Lubumbashi (Katanga), Musieni a pombo de Matadi (Bas Congo) et Magister Théâtre de Kikwit (Bandundu). Cette participation appréciée a donné une connotation nationale aux 29es Joucotej.

L'échange qu'a permis la rencontre, vécue telle une belle expérience, a conforté l'organisation dans sa perspective à l'étendre plus loin. Dès lors, Valentin Mitendo a annoncé la tenue d'une « 30e édition internationale ». Toujours prévue dans la première quinzaine du mois de mai alors que se profile la fin de l'année scolaire, la fête de 2016 sera plus grandiose. Car, comme il l'a affirmé, il faudra déjà compter sur « la participation de beaucoup d'étrangers ». L'on est en bonne voie. « Quatre troupes suisses ont demandé à venir et se sont déjà inscrites », a-t-il renchéri sur les planches de la Halle de la Gombe à l'instant de la clôture.

Nioni Masela

## DIALOGUE ENTRE LES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES

## L'Asadho insiste sur le respect de la Constitution et de l'alternance

**L'ONG pose également des conditions pour que ce dialogue se passe dans les meilleures conditions et appelle les différentes parties prenantes à adopter des attitudes facilitant la tenue des pourparlers.**



Le président de l'Asadho, Jean-Claude Katende. Photo Adiac

Pour l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (ASadho), le dialogue dont les consultations sont en cours « ne doit pas constituer un motif ni pour porter modification à la Constitution de la République ni pour prolonger le mandat du président Joseph Kabila ».

Dans son communiqué publié le 11 mai, cette ONG s'est dite très attachée au développement démocratique et à l'alternance politique en RDC à la fin de l'année 2016 tel que prévu par l'article 220 de la Constitution.

**Les conditions d'un dialogue franc**

L'Asadho a posé certaines conditions permettant la tenue d'un dialogue franc entre toutes les

parties prenantes. Pour que le dialogue entre les forces sociales et démocratiques se passent dans les conditions d'apaisement, l'ONG a notamment exhorté le président Joseph Kabila et son gouvernement à libérer tous les prisonniers d'opinion (leaders politiques, journalistes, défenseurs des droits humains...), à faire la vérité sur le dossier de la fosse commune de Maluku, en mettant en place une commission d'enquêtes indépendante et transparente; à faire la lumière sur la défaillance de l'armée et de la police dans la protection des populations civiles dans le territoire de Beni et ses environs et à rétablir le signal de tous les médias proches de l'opposition qui a été interrompu depuis plusieurs années. « Le dialogue devra discuter de toutes les autres questions d'intérêt national, sauf celles liées à la modification de la Constitution et à la prolongation du mandat du président de la République », a soutenu cette association. En plus de ces décisions attendues du chef de l'État, l'ONG a aussi sollicité d'étendre les consultations en cours aux acteurs de la société civile et aux confessions religieuses. Aux éventuels participants au dialogue, l'Asadho a demandé de poser des actes de nature à renforcer la démocratie et le respect des droits humains et de s'abstenir de tout acte de nature à porter atteinte à la Constitution ou à prolonger le mandat du président en exercice.

L'ONG a, par contre, sollicité de la mission onusienne en RDC et à la communauté internationale d'appuyer techniquement, financièrement et matériellement le dialogue que s'il respecte les exigences de l'Accord global d'Addis-Abeba et de la Constitution du pays.

Lucien Dianzenza

## MASSACRES DE BENI

# Le gouvernement s'implique dans la recherche de solution

**Les activités ont repris normalement mercredi matin dans la ville après deux journées ville morte à l'appel de la société civile locale en guise de protestation contre la recrudescence de la violence qui y sévit depuis près d'un mois.**

La situation sécuritaire à Beni (Nord-Kivu) est plus que préoccupante. Les habitants de cette partie du pays sont constamment en proie aux attaques dirigées contre eux par les rebelles ougandais de l'ADF dont les incursions récurrentes débouchent sur des tueries à la pelle. À ce jour, près de trois cents personnes ont été tuées à l'arme blanche par ce mouvement armé qui ne se fait pas prier pour ôter la vie à des innocents. Il y a à peine quelques jours, cinq autres personnes venaient à nouveau d'être tuées à l'arme blanche par cette horde alors qu'elles revenaient des champs.

Cette recrudescence de la violence à Beni a pris des proportions inquiétantes au point de contraindre la population à faire pression sur les autorités compétentes pour qu'elles assument leurs responsabilités. C'est la mort dans l'âme que les habitants de Beni assistent impuissants aux décès de leurs proches. Toutes ces tueries ont été perpétrées à la barbe des autorités de la police et de l'armée tant au niveau local que provincial. Ces dernières ont, de l'avis de l'opinion, démontré leur incapacité à garantir la sécurité des personnes et de leurs biens dans cette contrée où l'autorité de l'État est sérieusement mise en mal. Dans le

chef de la population, c'est le ras-le-bol étant entendu que « Sukola 1 » initiée depuis 2014 par les Fardc visant la traque des rebelles ougandais de l'ADF semble ne pas donner des résultats escomptés.

D'où l'appel pressant pour un changement du commandement de cette opération militaire. À Beni, le ressentiment général est que le gouvernement a failli à sa noble mission de lui garantir protection et sécurité.

La montée de la colère de la population de Beni observée ces derniers jours à travers des manifestations de rue tient à son agacement à se faire massacrer sur son propre sol par des étrangers au grand dam du gouvernement central visiblement préoccupé à autre chose. La descente sur le terrain en début de semaine du vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité devrait, dans une certaine mesure, convaincre de l'implication effective du gouvernement dans la recherche de la solution à cette problématique des massacres. Évariste Boshab a, en effet, multiplié des réunions au niveau du comité provincial de sécurité étendues jusqu'aux acteurs locaux en vue de scruter des pistes de solution susceptibles de ramener la paix à Beni. Plus que jamais, l'autorité politique est exhortée à suivre de près ce qui se passe dans ce coin du pays et rechercher, le cas échéant, des mesures idoines pour éradiquer la peste ADF qui y sévit depuis des lustres.

Alain Diasso

## MUTATION

## Maïsha Park devient le label d'une industrie culturelle

**À partir du 16 mai, le réputé cadre, situé à quelques mètres du Boulevard du 30 Juin, derrière le marché des artistes et dont le nom reste évocateur dans le milieu artistique, changera sa configuration en une nouvelle entité avec en son sein le Centre Rafiki pour une promotion multiforme de la culture congolaise.**

Clovis Makabu et Déo Lusamba, respectivement directeur général et chargée de marketing et de programmation culturelle de Maïsha Park ont présenté la structure dans sa nouvelle version. Désormais, du moins dès le 16 mai, il faudra se faire à l'idée de l'ambitieuse fonction à laquelle elle se destine avec sa mutation de simple espace culturel en « industrie culturelle » dans une action plus globalisante. Car, depuis quelques années déjà, la maîtresse des lieux, en l'occurrence Madeleine Ekene wa Maluka, connue pour son engagement à promouvoir les valeurs artistiques, veut de la sorte afficher la passion qu'elle voue à la culture.

Il ne faut donc pas chercher loin la cause de ce changement, mieux de cette évolution que « dans le souci de faire découvrir les talents et assurer la promotion d'œuvres culturelles », ont affirmé Clovis Makabu et Déo Lusamba le 11 mai. Au cours de la conférence de presse qui a servi à l'annonce de la création de « Maïsha Park industrie culturelle, Centre Rafiki », ils ont de concert vanté la portée du projet. D'envie, il va servir de plaque tournante à une grande diversité de disciplines. Partant de sa signification, le mot Maïsha est synonyme de vie en français, la structure se conçoit telle une « vie animée par différentes activités » centrée notamment autour des arts plastiques, le cinéma, la littérature, la musique et la danse. Il a été, par ailleurs, relevé certaines spécificités. Dans le cas, des deux dernières disciplines, par exemple, il est souligné que le classique et l'opéra auront leur place à côté de la musique contemporaine et que la danse traditionnelle côtoiera la contemporaine. De plus, hormis les ateliers de peinture et sculpture, le lieu abritera également une fonderie en vue de la fabrication de bijoux.

Particulièrement entendu comme « un lieu d'apprentissage et de pratique de l'art du beau



Clovis Makabu et Déo Lusamba face à la presse

», le Centre Rafiki se veut aussi un cadre propice à l'amitié où convivialité et sourire sont requis. Ce, surtout s'il faut considérer qu'il est prévu des appartements dont certains serviront au logement d'artistes lors de résidences de création. L'on pense que le nouveau cadre ne manquera pas d'être attractif avec toutes les possibilités offertes et une programmation régulière qu'elle envisage de lancer sous peu. Car il n'y aura pas que les salles polyvalentes dont Ushindi la plus grande qui seront le pôle d'attraction. En effet, ces dernières serviront certes à diverses manifestations, expositions, projections cinématographiques, concerts, etc., mais elles n'auront pas le monopole des visites.

Car Maïsha Park abritera aussi une bibliothèque et, à long terme, la maison d'édition devrait y avoir également ses quartiers afin de permettre la publication des productions littéraires et ouvrages de tous genres. Un espace ouvert dédié à des spectacles en plein air et des activités sportives ainsi que la piscine seront tout autant des lieux à fréquenter.

En outre, l'emplacement même du site est présenté tel un avantage à une grande fréquentation. « Bien situé à Gombe, qui plus est à un endroit désiré par plusieurs avec de bonnes références », Déo Lusamba a fait ici allusion notamment à la proximité avec la célèbre place Royal. Et d'ajouter en conclusion de la présentation sommaire des lieux : « Nous avons tous les atouts », sous entendu pour attirer du monde.

Nioni Masela

## SANTÉ

## Le ministre de tutelle plaide pour l'accroissement du budget alloué à son secteur

**Lors de sa réponse à la question orale avec débat, relative à la lutte contre les médicaments et les charlatans qui proposent toutes sortes de thérapie à la population, que le député Clément Kanku lui a adressée, le Dr Félix Kabange Numbi a saisi cette opportunité pour lancer un appel en ces termes : « Je plaide pour un accroissement du budget de la santé pour me donner les moyens de la politique du gouvernement en matière de santé ».**

Dans sa réponse abordée sous trois points, à savoir les questions relatives à la politique pharmaceutique, à la politique sanitaire et les questions spécifiques, le ministre de la Santé publique a souligné que les efforts sont déployés par le gouvernement pour améliorer ce secteur. Pour ce qui est de la politique pharmaceutique, le Dr Félix Kabange Numbi a porté des éclaircissements sur les médicaments importés, la production locale des médicaments, le circuit de distribution des médicaments, la fiscalité sur le secteur du médicament et le contrôle de qualité. Actuellement, fait-il savoir, grâce aux programmes d'équipements des structures sanitaires, le gouvernement distribue des médicaments à mille centres de santé et deux cents hôpitaux.

Par ailleurs, indique-t-il, le gouvernement a décidé de supprimer la TVA sur les médicaments et sur les matières premières à l'importation. « Malgré ces efforts, les taxes restent normalement très élevées ». Quant au circuit de distribution des médicaments à partir de l'importation ou de la production locale jusqu'à la consommation par la population, le Dr Félix Kabange Numbi laisse entendre que s'agissant du circuit public, les médicaments sont achetés via la Fedecame et distribués aux structures à travers les centrales de distribution régionales. Par contre, au niveau du secteur privé, les médicaments sont fournis par les dépôts pharmaceutiques et délivrés

à la population par les pharmacies.

Pour assurer le contrôle de qualité des médicaments, le ministre de la Santé publique regrette du fait que le pays n'a pas un laboratoire national de contrôle de qualité. Ce qui est un handicap, reconnaît-il, car le ministère de la Santé doit payer à l'OCC 200\$ pour analyser et par lot.

Dans la lutte contre la maladie, le Dr Félix Kabange Numbi reconnaît que des efforts du gouvernement sont visibles. Il y a quinze ans, la RDC avait plus de vingt millions de cas de paludisme. Et en 2014, ce nombre est passé à neuf millions cinq cent trente huit mille deux cent septante huit cas. L'utilisation de la moustiquaire imprégnée d'insecticide est passée de 5 à 56% chez l'enfant de moins de 5 ans et de 7 à 60% chez la femme enceinte. Pour la tuberculose, le taux de succès du traitement est passé de 87% en 2012 à 92% l'année dernière. Pour la lèpre, le taux de détection est passé de 3,68 cas pour 100 000 habitants avec un taux de guérison qui avoisine les 90% en 2014.

La RDC, déclare le ministre de la Santé publique, est exemptée de circulation du poliovirus sauvage depuis 2011 grâce à la vaccination de routine. La mortalité infantile a aussi baissé. Elle est passée de 148 décès pour 1000 naissances vivantes en 2007 à 104 pour 1000 naissances vivantes en 2013-2014.

Parlant de la médecine traditionnelle, le ministre de la Santé promet de remettre de l'ordre dans ce secteur et de fermer des structures qui détectent toutes les maladies à partir de la salive ou du doigt. « Je promets donc de descendre personnellement sur le terrain et de procéder à la fermeture de ces structures particulièrement à Kinshasa, et j'invite par la même occasion les autorités provinciales et locales à fermer toutes les maisons qui ne possèdent aucun document d'ouverture du ministère de la Santé publique. Pour celles qui ne posséderaient pas des documents officiels, une enquête sera ouverte et des sanctions seront prises ».

Aline Nzuzi

## Des supports de communication sur la vaccination ont fait défaut

**Pour la réussite des journées locales de vaccination organisées par le ministère de la Santé publique avec l'appui de ses partenaires dont l'Unicef et l'OMS, toutes les stratégies ont été mises en marche pour atteindre tous les enfants de moins de 5 ans ciblés.**

La province du Kongo-central, ex Bas-congo qui vient d'organiser les journées locales de vaccination contre la polio couplées à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage au mebendazole a ciblé un million sept cent mille enfants à vacciner contre la polio, près d'un million cinq cent mille enfants à supplémenter en vitamine A et un million quatre cents à déparasiter au mebendazole. Quant à la zone de santé de Matadi, située dans le district sanitaire, 36 123 enfants âgés de 0 à 5 ans étaient attendus pour recevoir le vaccin polio oral contre 32 300 à supplémenter en vitamine A et 28 478 enfants de 1 à 5 ans à déparasiter au mebendazole.

Si du point de vue logistique, tout a été en ordre, comme a fait remarquer le chef de division provinciale à la santé, le Dr Jacques Kimfuta. « Il n'y a pas eu des problèmes majeurs pour la logistique. Nous avons eu des intrants à temps et en quantité suffisante. On n'a pas connu de rupture. En cas de rupture de vaccins signalée par les vaccinateurs, la situation est vite corrigée parce que des vaccins sont en quantité suffisante. Sur le plan humain aussi, on a des ressources compétentes », a-t-il dit.

Cependant, il faut reconnaître que la communication a connu certaines faiblesses au regard des cas de résistance signalés dans quelques zones de santé bien que certains cas aient été récupérés. Sur le terrain, il était difficile de reconnaître un vaccinateur parce qu'il n'avait pas des signes distinctifs. Ils n'avaient pas de dos-

sard si ce n'est que la boîte isotherme contenant des vaccins. La sensibilisation dans les médias n'a pas aussi été très forte. On n'a pas senti le matraqueur médiatique sur la vaccination. Dans les artères principales de la ville de Matadi, il n'y a pas eu des banderoles ni moins des affiches sur la vaccination.

À cause de ces faiblesses, bien de parents ne savaient pas la maladie contre laquelle les enfants étaient vaccinés. Et d'autres ont carrément refusé que leurs enfants soient vaccinés. « La communication est très importante. Quand elle se fait en retard, cela pose de problème. C'est comme ça qu'on découvre dans les ménages certains chefs de ménages, certaines mamans qui ne connaissent pas la campagne. Mais il faut aussi reconnaître qu'elle a démarré un peu tardivement mais on se rattrape toujours », avait déclaré la ministre provinciale de la Santé, le Pr Mambu Niangi lors de la réunion du comité provincial de coordination.

Le chef de division provinciale à la Santé, le Dr Jacques Kimfuta, a également reconnu des faiblesses dans la mobilisation sociale. Mais, relève-t-il, il n'y a pas que la mobilisation sociale. Il y a des aigris qui ont tenté de boycotter ces journées locales de vaccination parce que, explique-t-il, dans le contexte de pauvreté que traverse notre pays, quand il y a une activité de masse, tout le monde veut se retrouver et ceux qui ne sont pas retenus deviennent des aigris et ils entrent en opposition distillant de fausses informations sur la vaccination ».

En dépit de tout, globalement la campagne de vaccination a été une réussite. Lors des réunions du comité provincial de coordination et du comité local de coordination, des plaintes rapportées par des superviseurs ont été toutes corrigées pour que les objectifs de cette campagne de vaccination soient atteints.

A.Nz.

## ANNIVERSAIRE

# Les 93 ans d'existence de la ville de Pointe-Noire passent sous silence

**11 mai 1922 - 11 mai 2015 Pointe-Noire, la capitale économique du Congo a célébré lundi ses 93 ans, mais à 7 ans de son centenaire cette date passe inaperçue aux yeux de nombreux ponténégrins.**

Les bougies s'allument et s'éteignent sans que des fils et filles de Pointe-Noire ne s'en rendent compte. La ville qui berce l'océan atlantique sur une superficie de 6.650km<sup>2</sup> compte aujourd'hui plus d'un million d'habitants. Cependant, les années passant, la ville pétrolière poumon de l'économie congolaise est toujours confrontée à plusieurs problèmes d'ordre économique, social, culturel et sportif. La vétusté des structures scolaires et des marchés, le rétrécissement des lits des cours d'eau qui cause les inondations en période de crue, la vétusté et l'insalubrité des marchés, la pollution industrielle, la prolifération des lieux de jouissance, les nuisances sonores, sont quelques problèmes qui caractérisent la ville d'après l'état des lieux de la commune de Pointe-Noire réalisée récemment par la commission

mise en place par le Conseil départemental et municipal dans le cadre d'un programme d'activités annuel. Le rythme de vie est accéléré car l'on compte plus de 3 639 bars qui sont de véritables sources des nuisances sonores.

Dans de nombreuses écoles, il manque des points d'eau et des lieux d'aisance. La jeunesse est confrontée au chômage et se livre à la délinquance, au banditisme, à la prostitution, à la criminalité, à la consommation de la drogue et à l'incivisme, alors que sur le plan sportif, on note l'insuffisance des infrastructures, le manque et l'insuffisance des salles de jeux. Devant toutes ces difficultés, les autorités compétentes doivent s'impliquer de façon particulière, notamment par la construction et la réhabilitation de certains ouvrages, la restauration et la construction des canalisations selon les normes et l'entretien des routes en terre.

#### Un peu d'histoire

Avant l'arrivée des européens sur la côte d'Afrique, trois royaumes existaient entre l'estuaire du Congo et celui de l'Ogoué: Le Ma-



Une vue de la Mairie de Pointe-Noire / photo « adiac »

ni-Congo chef lieu : Mbanza-Kongo ; (San salvador), Le mangoyo chef lieu : Tchiowa ; Le Louango chef lieu : Diosso. Quelques rameaux regroupés le long de la côte habitaient une partie de la population du royaume qui s'occupait de la pêche en mer et dans les lagunes. En 1482, Diego Cáo

explore le Kongo jusqu'au fleuve qui porte le nom du pays. A partir du XV<sup>ème</sup> siècle, les portugais découvrent sur la côte congolaise un éperon bitumé noir qu'ils appellent « CABO NEGRO » en espagnole « Punta Negra », nom donné par les premiers explorateurs croisant au large des côtes

de la basse guinée en 1974.

Pointe-Noire est donc née d'une traduction française. Pointe-Noire, Ponton la belle, Ndindji, est donc la capitale économique du Congo. Elle est à la fois chef lieu du département du Kouilou. Ville touristique, portuaire, pétrolière et économique

**Charlem Léa Legnoki**

## GOLFE DE GUINÉE

### Clôture de la 3<sup>e</sup> réunion du Groupe de G7

**Débuté le lundi 11 mai ces assises se sont achevées mardi 12 mai au camp militaire des martyrs situé dans le premier arrondissement Emery Patrice Lumumba en présence de Charles Richard Mondjo et de Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou respectivement ministre de la Défense nationale et ministre délégué chargé de la Marine marchande accompagnés de quelques représentants des pays du golfe de Guinée et des partenaires.**

Exprimant la satisfaction du gouvernement congolais pour la qualité des échanges et les différentes pistes d'actions tracées dans le cadre de la lutte perpétuelle contre toute forme d'actes d'insécurité dans les eaux du golfe de Guinée, le ministre Charles Richard Mondjo a indiqué que cette réunion traduit la volonté partagée des chefs d'Etat membres du golfe de Guinée et ceux de la communauté internationale conformément au processus de Yaoundé. Une démarche louable pour laquelle les participants ont noté que la stratégie de sécurité maritime dans le golfe de Guinée doit prendre en compte un faisceau d'activités illicites et criminelles dont la tendance actuelle est de se dérouler au-delà des eaux territoriales.



Les participants à la clôture de la réunion

« Les participants ont démontré que les menaces liées à la sécurité maritime revêtent plusieurs et divers formes qui peuvent induire une criminalité contagieuse. Ils ont aussi identifié les intérêts communs des Etats côtiers du golfe de Guinée notamment la durabilité des ressources maritimes qui constitue une préoccupation majeure partagée par tous les habitants de la planète terre, l'importance des voies de navigation internationales, l'intérêt d'associer le secteur privé, les parlementaires, et la société civile à cette lutte contre les crimes en mer. La rencontre de Pointe-Noire vient franchir une étape décisive vers la mise en œuvre effective des conclusions

du sommet des chefs d'Etats et des gouvernements tenu en juin 2013 à Yaoundé au Cameroun, il reste maintenant à matérialiser cette démarche par des projets concrets qui doivent intégrer les préoccupations actuelles sur le renforcement des mécanismes sous-régionaux en faisant l'effort d'une coopération navale plus dynamique entre les différents Etats de la région. Je suis persuadé qu'en conjuguant ensemble les énergies, les talents et les imaginations, les pays du golfe de Guinée pourront regarder l'avenir de cet espace maritime avec confiance et détermination en vue de relever tous les défis qui se posent » a-t-il déclaré.

**Séverin Ibara**

## MALI

### Signature à Alger de l'Accord de paix par la CMA

**Après s'être longtemps désistée à signer l'accord de paix avec Bamako, la Coordination des mouvements de L'Azawad (CMA) qui réunit les différents groupes de la rébellion touareg l'a finalement paraphé le 14 mai à Alger.**

Le dernier texte présenté par la médiation algérienne a été signé par Bilal Ag Chérif. Le projet y relatif avait été adopté en mars par les autorités maliennes et des groupes alliés alors que les rebelles réclamaient de nouvelles négociations avant un accord définitif.

L'accord pour la paix et la réconciliation au Mali prévoit la création d'assemblées régionales dotées de pouvoirs importants et reconnaît à l'Azawad, c'est-à-dire le nord du Mali, comme une « réalité humaine et politique ». Le texte refuse toujours l'autonomie politique à la région de Kidal, foyer du mouvement indépendantiste touareg qui s'est soulevé, en janvier 2012, contre Bamako.

Le texte a été signé parce que la communauté internationale avait enjoint les protagonistes de le parapher avant le 15 mai. Malgré cela, les rebelles ont opté pour de nouvelles négociations avant la signature d'un accord définitif. « Le paraphe de ce document et la signature de l'accord définitif sont et demeurent des actes juridiquement distincts », a déclaré Bilal Ag Chérif, responsable de la Coordination des mouvements de l'Azawad.

La CMA, notons-le, réclamait que l'Azawad soit reconnue comme « une entité géographique, politique et juridique ». Elle demande également la création d'une assemblée interrégionale couvrant cette zone, et un quota de « 80 % de ressortissants de l'Azawad » dans les forces de sécurité.

Le dernier round des pourparlers de paix entre le gouvernement et les groupes armés du nord Mali s'était tenu dans la capitale algérienne avec le soutien de la médiation comprenant les pays de la région (Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad), ainsi que l'UA et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). S'y ajoutent les Nations unies, l'Union européenne (UE) et l'Organisation de la Coopération islamique (OCI).

Rappelons que depuis la reconquête militaire du nord et le retour à l'ordre constitutionnel, le Mali tente de retrouver en vain son unité. En dépit de la volonté affichée par les autorités actuelles du pays, la sécurisation de la partie nord pose toujours problème d'autant que plusieurs groupes armés continuent à agir de façon sporadique dans la région, notamment à Kidal.

**Nestor N'Gampoula**



## PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

## L'API lance un appel à projets à l'endroit de l'administration publique

L'objectif visé par l'Agence pour la promotion des investissements (API), qui s'est entretenue, le 13 mai à Brazzaville, avec l'ensemble de ses points focaux installés au sein des différents ministères, est de concevoir une banque de données des projets qu'elle devra soumettre aux investisseurs potentiels étrangers intéressés par le marché congolais.

Quarante-deux points focaux, relevant des différents ministères ont pris part à cette rencontre spéciale, organisée sur le thème : « Appel à Projets », présidée par la directrice générale de l'API, Annick Patricia Mongo.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la mise en place imminente d'une banque de données des projets fiables, tant publics que privés, recensés sur l'ensemble du territoire national, pour lesquels les investisseurs étrangers attendent impatiemment pour dégager d'éventuels financements.

« Nous demandons à toutes les administrations publiques de nous faire parvenir leurs projets afin que nous les logions dans notre banque de projets. Car l'API est de plus en plus connue à l'international, et nos

partenaires nous demandent de mettre à leur disposition, des projets, privés ou publics, susceptibles d'être financés par les investisseurs privés », a précisé la directrice générale de l'API, Annick Patricia Mongo.

En tant que structure publique, créée pour faire la promotion de l'investissement au Congo, l'API a mis à profit cette rencontre, pour sensibiliser les responsables de ces antennes, sur la responsabilité qui leur incombe, dans le recensement des projets au sein de leurs ministères respectifs, en vue de les déposer auprès de l'API.

Séance tenante, certains points

blics », a souligné Annick Patricia Mongo.

Saisissant cette occasion, l'API a sensibilisé lesdits points focaux sur les critères d'éligibilité des pays au classement Doing Business. Cette initiative de la Banque Mondiale dont le Congo peine jusque-là à occuper un meilleur rang au classement général, vise à encourager l'investissement privé et favoriser la diversification de l'économie nationale.

Notons que l'API est un établissement public à caractère administratif, doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. Placée sous la tutelle

« D'autres administrations ont promis nous envoyer leurs projets ou carrément les poster sur notre site internet, dans lequel nous avons une rubrique consacrée aux projets privés et une autre pour les projets publics »

focaux ont promis d'envoyer leurs projets, le plus rapidement possible, auprès des services de l'API, à défaut de les placer directement dans son site web.

« D'autres administrations ont promis nous envoyer leurs projets ou carrément les poster sur notre site internet, dans lequel nous avons une rubrique consacrée aux projets privés et une autre pour les projets pu-

du ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé, l'API s'occupe de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investisseurs privés au Congo.

Sa mission fondamentale est de concevoir et de promouvoir une image de marque du Congo, afin d'attirer le maximum d'investisseurs potentiels.

Firmin Oyé

## CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

## AC Léopards champion de la mi-saison

La phase aller de la compétition s'est achevée le 13 mai à Dolisie par la victoire de l'Athlétic club Léopards 2-1 sur les Diables noirs. Un résultat qui met sans nul doute, les Fauves du Niari en confiance à quelques jours d'affronter le club nigérian de Warri Wolves en match aller du tour de cadrage.

C'est dans leurs bons costumes de champion de la mi-saison que les Léopards tenteront ce dimanche à répondre sur le terrain aux critiques formulées contre eux après leur élimination en huitièmes de finale de la Ligue africaine des champions. Cette équipe reste sur une série de trois victoires en autant de matches depuis son retour d'Alexandrie. Le 13 mai sur leurs propres installations, elle n'a pas manqué le coche face à l'un des sérieux clients du championnat. Césair Gandzé a inscrit un doublé pendant les 45 premières minutes. Les Diablotins ont tenté de réagir après la pause mais n'ont inscrit qu'un but. Grâce à ce résultat, les joueurs de Lamine Ndiaye ont creusé davantage l'écart qui les séparait de leur dauphin, l'Etoile du Congo. Il est désormais à huit unités. Car le 10 mai au stade Eboué sur un terrain quasi impraticable, les Léopards avaient imposé une défaite de 2-0 à la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP). Guelord Bhebey Ndey et Heritier Gouelou-Séda étaient les buteurs de la rencontre. Le 7 mai au stade de Kinkala, Guelord Bhebey Ndey avait inscrit l'unique but de la rencontre qui opposait son équipe au Club athlétique renaissance aiglon. Tous les matches remis étant joués, le classement se présente ainsi : L'AC Léopards de Dolisie est leader avec 41 points devant l'Etoile du Congo 33 points. La Jeunesse sportive de Talangaï reste troisième avec 32 points devant les Diables noirs et l'Interclub (31 points) mais la différence de buts plaide en faveur des jaunes et noirs. V. Club conserve sa sixième place avec 27 points+5 devant Tongo FC 27 points-2. La JSP est huitième avec 26 points suivi de l'ASP 23 points, de Nico-Nicoyé et du FC Kondzo (20 points). Le FC Bilombé vient après grâce à ses 19 points-4 devant Saint Michel de Ouenzé également 19 points, de Cara et de La Mancha (18 points). Les trois dernières places sont occupées par Patronage Sainte-Anne 14 points, l'AS Cheminots 10 points et Munisport 7 points

James Golden Eloué

## BRIN D'HISTOIRE

## Ouesso

Pendant longtemps Ouesso a été la capitale congolaise du cacao. À l'époque, les caoyers bordaient la route Ouesso-Souanké, de même que la route, en direction de Makoua, jusqu'à la Mambili. Lors d'une conférence publique à Paris en 1886, De Brazza pensait « qu'il faut compter que certaines cultures convenablement établies sous une latitude qui est celle de Sumatra, de Bornéo, du Brésil s'ajouteront encore aux richesses naturelles ».

Les premiers essais de cacao sur le continent se concentrèrent sur l'ancien Gabon et allaient jusqu'au Kouilou. L'Afrique centrale est donc la région dans laquelle se firent les premières expérimentations de la culture du cacao. Mais aujourd'hui, c'est l'Afrique de l'Ouest qui compte les deux plus grands producteurs de cette denrée, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Au Congo, la production du cacao est désormais résiduelle alors que « Cette région de la Sangha a été témoin d'une grosse activité commerciale dès l'apparition des Européens. En 1900, on y trouvait déjà des comp-

toirs et en 1904, l'importante société de la Ngoko-Sangha » y régnait féodalement, se livrant à la traite de l'ivoire et du caoutchouc. L'on parle déjà de récoltes annuelles de 60 tonnes de caoutchouc et de commercialisation de 7 tonnes d'ivoire ». Grâce à de belles terres rouges et une excellente pluviométrie, en 1960, la Sangha produisait près de 800 tonnes de cacao. Au fil des années, la production a crû régulièrement, avant de stagner et régresser. Ouesso, en dépit de la décrue de sa production de cacao reste encore une belle promesse pour le développement de cette denrée dont la consommation mondiale est en constante progression. Quelle est la situation aujourd'hui ? Je n'en sais rien. Mais le potentiel existe. Mais pour le développer, il faut une vraie politique dans ce domaine.

Mais cette observation, en 1912, de l'administrateur de la Sangha mérite attention. Il écrivait : « il ne faut pas compter que ces régions deviennent avant longtemps des centres de production et la raison en est que ce pays, par sa richesse naturelle

en produits du sol fera toujours de l'indigène récolteur et chasseur plutôt un consommateur qu'un producteur ». À cette donnée, il faut ajouter la mentalité de « fonctionnaire » qui a poussé toutes les forces vives vers la bureaucratie. Contrairement aux pays comme la Côte d'Ivoire, sous la bannière du slogan « un fonctionnaire, un champ », qui incitait ses « bureaucrates » à se lancer dans l'agriculture, le Congo, par ses choix politiques, a parfois fortement contrarié certaines initiatives dans ce domaine. Depuis quelques années, heureusement, certains cadres n'hésitent pas à se lancer dans l'agropastorale. Mais ce mouvement naissant doit être encouragé, amplifié et rationalisé. Seule une politique, conçue comme un instrument de structuration, peut permettre une maîtrise et une mise en cohérence de ces actions éparpillées. On en est encore loin.

Mardi 15 mai dernier, le chef de l'État, Denis Sassou Nguesso, a officiellement lancé les travaux de la municipalisation accélérée du département de la Sangha, qui entraî-

neront inéluctablement des changements importants dans les villes comme Mokéko, Souanké Sembé et Boloza à la frontière camerounaise. Ce qui a longtemps caractérisé ce département, c'est le mauvais état des routes. Jusqu'à la construction de la route Brazzaville-Ouesso, la Sangha était reliée à la capitale par bateau et quelques rares liaisons aériennes.

Ce département a longtemps souffert de cet enclavement. Longtemps, tournée vers le Cameroun voisin pour ses approvisionnements, la Sangha est désormais reconnectée au pays. Les flux importants de ses échanges commerciaux avec le reste du pays témoignent de cette reconnexion. La route, qui ouvre désormais des perspectives intéressantes pour l'évacuation des produits vers les centres de consommation et d'exportation, permettra, il faut l'espérer, de booster la production agricole, d'une manière générale, et celle du cacao, en particulier, pour faire du Congo, dans les prochaines décennies, un gros producteur de cette matière première.

MFUMU